



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

44<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION

---

# Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

TÉMOIGNAGES

**NUMÉRO 083**

Le lundi 20 novembre 2023

---

Président : M. Ali Ehsassi





# Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le lundi 20 novembre 2023

• (1105)

[Traduction]

**Le président (M. Ali Ehsassi (Willowdale, Lib.)):** Je déclare la séance ouverte.

Bienvenue à la 83<sup>e</sup> réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international. La séance d'aujourd'hui se déroule en mode hybride, conformément au Règlement. Des députés participent donc en personne dans la salle, et d'autres au moyen de l'application Zoom.

J'aimerais faire quelques commentaires à l'intention des membres et des témoins.

Avant de prendre la parole, veuillez attendre que je vous nomme. Pour ceux qui participent par vidéoconférence, cliquez sur l'icône de microphone pour l'activer, et veuillez le mettre en sourdine lorsque vous ne parlez pas. Vous pouvez vous exprimer dans la langue officielle de votre choix.

Même si la salle est équipée d'un système audio performant, des retours de son peuvent se produire. Ceux-ci peuvent être extrêmement dommageables pour les interprètes et peuvent causer des blessures graves. La cause la plus courante de retours de son, comme j'aime le rappeler à tous, c'est une oreillette portée trop près d'un microphone.

Concernant la liste des intervenants, la greffière du Comité et moi ferons de notre mieux pour maintenir un ordre d'intervention consolidé pour tous les députés, qu'ils participent virtuellement ou en personne.

Conformément à la motion de régie interne du Comité sur les tests de connexion pour les témoins, j'informe le Comité que tous les témoins qui comparaissent virtuellement ont réussi les tests requis avant la réunion.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et aux motions adoptées par le Comité le lundi 31 janvier 2022 et le mardi 30 mai 2023, le Comité poursuit son étude de la situation à la frontière entre la Russie et l'Ukraine et les répercussions sur la paix et la sécurité.

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue aux témoins. Nous accueillons Mme Jennifer Clapp, professeure à l'Université de Waterloo. Elle a déjà témoigné à notre comité, mais nous avons malheureusement des problèmes de connexion. Nous accueillons aussi Geoffrey Wood, professeur à l'Université Western. C'est bon de vous voir en personne, monsieur. Je vous présente encore nos excuses pour les problèmes de connexion d'il y a deux semaines.

Nous accueillons également Jacob Irving, qui est ici en personne. M. Irving est le président et directeur général du Conseil canadien de l'énergie. Le dernier témoin, mais certainement non le moindre,

est Anna Ackermann de l'Institut international du développement durable. Mme Ackermann est analyste politique au secteur Reconstruction verte de l'Ukraine. Nous vous sommes reconnaissants d'être là.

Nous allons commencer par les deux témoins qui sont ici en personne. Chacun de vous disposera de cinq minutes pour présenter son exposé. Les députés vous poseront ensuite leurs questions.

Si vous me voyez brandir ce carton, cela signifie que votre temps est écoulé. Nous vous demandons alors de conclure votre intervention dans les 15 à 20 secondes. Cela s'applique non seulement à votre exposé, mais aussi aux questions que les membres vont poseront.

Cela étant dit, nous allons commencer par M. Wood.

Vous avez la parole pour cinq minutes, monsieur.

**M. Geoffrey Wood (professeur, Western University, à titre personnel):** Je vous remercie beaucoup. Je suis évidemment très heureux d'être ici. Je dois vous dire que le niveau de sécurité ici est bien plus élevé qu'à la Chambre des communes en Angleterre.

J'ai publié divers écrits sur les longues transitions énergétiques et, par le passé, sur la guerre. Je parlerai de ces sujets avec plaisir.

Pour ce qui est des longues transitions énergétiques, l'essentiel à savoir, c'est que le panier énergétique mondial est en changement. Ce processus prend du temps et est très déstabilisant. C'est ainsi qu'il en est.

Il y a quelques points saillants à retenir. Les estimations actuelles de réserves de pétrole et de gaz varient grandement. Celles de l'industrie tendent à être très optimistes. C'est très simple à comprendre. Par ailleurs, le pétrole et le gaz dans le monde proviennent de plus en plus de sources non conventionnelles. Il importe de se rappeler ici que ces énergies ont connu une expansion phénoménale, parce qu'il était facile de les financer. Cependant, comme vous le savez, il est maintenant plus difficile de contracter des prêts aux États-Unis et ailleurs, et le pétrole et le gaz de sources non conventionnelles ne connaissent plus une croissance aussi rapide qu'auparavant.

Je vais vous raconter une courte histoire avant de parler de la guerre. Ma belle-mère qui vit en Angleterre nous a rendu visite il y a deux semaines et elle nous décrivait comment c'était de grandir en milieu rural en Angleterre dans les années 1940 et au début des années 1950. Il n'y avait ni l'électricité ni l'eau courante, et les travaux dans les champs se faisaient surtout grâce aux chevaux. C'était la même chose dans le reste du monde. Le monde a beaucoup changé en une génération, et pour certaines personnes dans les villes, les changements se sont peut-être produits sur deux ou trois générations. Comme l'histoire nous l'apprend, ces changements occasionnent des coûts, et c'est seulement de nos jours que nous en prenons conscience.

Je vais maintenant parler de la guerre.

Les analystes adorent citer Clausewitz, qui a inventé de magnifiques axiomes comme « le brouillard de la guerre » et « la guerre... est la continuation de la politique ». Clausewitz a dit bien des choses malaisantes, qu'on préfère parfois passer sous silence. Tout d'abord, la guerre est une affaire très désagréable. Clausewitz l'écrivait au début du XIX<sup>e</sup> siècle, où on estimait en général qu'il ne fallait pas impliquer les civils dans la guerre, autant que possible. La guerre était l'affaire de professionnels, mais de nos jours, cela semble acceptable.

Clausewitz arguait également que la défensive est bien plus forte que l'offensive. C'est ce qui a favorisé les Ukrainiens au début de la guerre. Malheureusement, ce sont évidemment les Russes qui sont avantagés aujourd'hui. Il y a un autre argument qu'il vaut vraiment la peine de prendre en compte. Le cas récent de l'Arménie et du Haut-Karabakh nous alerte que quand des pays qui dépendent d'une grande aide extérieure perdent subitement cette aide, les conséquences peuvent être très imprévisibles. Nous savons tous que l'appui des États-Unis pourrait radicalement changer après la prochaine élection. Cela semble très pessimiste.

Les gens aiment employer l'analogie de la guerre d'Hiver de la Finlande pour décrire la guerre en Ukraine, mais il y a des différences clés entre les deux. Tout d'abord, les Finlandais ont réussi à limiter leur nombre de morts. Ensuite, la capacité de négocier de l'Ukraine a diminué ces dernières semaines. Dans mon exposé précédent, j'ai dit que la guerre se trouvait peut-être dans une impasse, et bien des analystes ont depuis parlé d'une impasse aussi. Il y a des militaires américains qui disent que ce serait un bon résultat, donc il y a un certain degré d'imprévisibilité.

L'optimisme... Dans des circonstances très sombres, la Finlande a réussi à obtenir la paix avec la Russie en 1945. C'était une pilule très difficile à avaler pour les Finlandais, mais ils ont néanmoins préservé leur indépendance nationale.

Ce sont des temps très difficiles. Où en est le Canada dans ce contexte? Il importe de se demander ce qui est arrivé aux autres alliés de l'Arménie quand la Russie l'a laissée tomber? C'est une excellente question.

Je pense que j'ai utilisé environ quatre minutes, monsieur le président. Je ne veux pas épuiser votre patience davantage.

• (1110)

**Le président:** Je vous remercie, monsieur Wood.

Nous passons maintenant à M. Irving.

Monsieur Irving, vous disposez aussi de cinq minutes pour présenter votre exposé.

**M. Jacob Irving (président et directeur général, Conseil canadien de l'énergie):** Bonjour à tous.

Je vous remercie beaucoup de l'invitation à témoigner, monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité.

Je dois confesser que je ne connais votre comité que depuis peu. Au Conseil canadien de l'énergie, je me plais souvent à dire que nous restons en surface, mais que nous ratissons large. Nous parlons généralement d'énergie canadienne, donc je pourrai répondre à des questions plutôt générales sur l'état de l'énergie au Canada, mais en réponse aux questions plus pointues, surtout celles qui portent sur la guerre en Ukraine, je pourrais vous décevoir un peu. Je veux seulement que vous le sachiez dès le départ, mais je ferai de mon mieux pour répondre à toutes vos questions.

[Français]

Je vais pouvoir répondre aux questions des membres du Comité en français.

[Traduction]

Je pourrais commencer par vous parler un peu du Conseil canadien de l'énergie. Nous sommes un promoteur non partisan, sans but lucratif et neutre sur le plan technologique du leadership canadien en énergie au pays et à l'étranger. Nous avons été fondés par Ressources naturelles Canada en 1984. Ce ministère est notre membre fondateur et il demeure un de nos membres. Le reste du Conseil se compose d'acteurs de l'industrie de l'énergie de tous les horizons, de différents secteurs, dont le pétrole et l'électricité.

Ce dont je voulais vous parler aujourd'hui, c'est de notre programme relativement nouveau que nous appelons le programme de rayonnement nord-américain et international. Essentiellement, nous réunissons tous les divers acteurs de l'industrie de l'énergie au Canada, afin de broser un portrait général, neutre et positif des ressources et des capacités du Canada, puis de le faire connaître au reste du monde de manière concertée. Dans les faits, il s'agit de solliciter la participation des divers acteurs de l'industrie pour aller parler à l'étranger de l'industrie de l'énergie au Canada comme jamais auparavant. Autrement dit, quand vient le temps de parler de l'énergie canadienne à l'étranger, nous comptons beaucoup sur les ministres fédéraux et provinciaux. Nous sommes tous habitués à ce que le ministre des Ressources naturelles, ainsi que les divers ministres de l'Énergie et des Mines du pays fassent la promotion des ressources énergétiques canadiennes. C'est excellent, c'est bien et cela doit se poursuivre. En fait, j'aimerais même qu'ils le fassent davantage, mais j'ai un parti pris.

Les associations industrielles nationales font aussi leur part. Vous les connaissez bien. Elles sont membres de notre conseil et sont nos partenaires. Il y a notamment l'Association canadienne des producteurs pétroliers, Électricité Canada, l'Association nucléaire canadienne et l'Association canadienne du gaz. Toutes ces organisations travaillent de concert avec nous. Elles réalisent une part du travail, mais souvent dans leur propre secteur et dans leur propre sphère. Vous êtes sans doute habitués à voir des représentants de l'Association canadienne des producteurs pétroliers aller à la CERAWEEK une fois l'an à Houston pour présenter les atouts de l'énergie canadienne. Le conseil d'administration d'Électricité Canada se réunit également une fois par année à Washington et y présente des arguments semblables.

Tous ces efforts sont excellents pour promouvoir l'énergie canadienne en dehors de nos frontières, mais il est utile de se rappeler que le mandat principal des organisations de l'industrie canadienne consiste à développer l'énergie canadienne au Canada. Leur mandat principal n'est pas de parler de l'énergie canadienne à l'étranger. C'est le mandat que le Conseil canadien de l'énergie s'est donné avec son programme de rayonnement nord-américain et international.

Pour être honnête, ce programme n'est en vigueur que depuis un an environ. Nous l'avons élaboré durant la pandémie, qui était une bonne occasion d'y travailler et de rassembler tout le monde derrière un message commun, mais nous ne l'avons mis en place que l'an dernier en personne. Personne n'a voyagé avant cette année.

Nous connaissons du succès et nous travaillons avec Affaires mondiales Canada et les délégués commerciaux partout dans le monde. Ces gens nous trouvent des occasions de communiquer notre nouveau message concerté — que j'appelle un message positif neutre —, pour présenter notre portrait énergétique. L'an dernier, nous sommes allés en Jamaïque, en Afrique du Sud et au Vietnam, et j'ai récemment participé à un événement à Boston.

Toute l'idée derrière notre stratégie, si je puis le dire simplement... J'ai toujours eu l'impression que la stratégie canadienne en matière d'énergie était faussement simpliste. Au fond, nous avons toujours cherché à produire autant d'énergie que peuvent en accepter les Américains, en nous disant qu'il était inutile d'en faire la promotion. Cette stratégie a longtemps bien fonctionné pour nos deux pays. Elle a renforcé la stabilité et la vigueur de nos deux marchés, mais en 2023, ce n'est plus le cas. Les États-Unis ne sont pas un client dépendant de nous, mais un concurrent pour nous. Il en revient donc à nous maintenant de communiquer notre proposition de valeur aux États-Unis pour obtenir et maintenir des parts de marchés là-bas, mais aussi dans d'autres pays où nous n'avons jamais vendu notre énergie.

Cela peut vous donner une idée de notre positionnement. Nous aimerions vraiment participer davantage aux discussions.

Je vous remercie.

• (1115)

**Le président:** Je vous remercie infiniment, monsieur Irving.

Nous allons maintenant écouter Mme Clapp, qui se joint à nous virtuellement.

Madame Clapp, vous avez cinq minutes pour votre déclaration liminaire.

• (1120)

**Mme Jennifer Clapp (professeure, Université de Waterloo, à titre personnel):** Merci, monsieur le président.

Je remercie le Comité de me donner l'occasion de prendre la parole aujourd'hui.

Les intervenants précédents ont parlé des marchés de l'énergie. Pour ma part, j'aborderai la sécurité alimentaire.

J'aimerais faire valoir trois points concernant les conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine sur la sécurité alimentaire mondiale. Mes commentaires sont fondés sur mes propres recherches en tant qu'universitaire, ainsi que sur mon rôle au sein de plusieurs groupes d'experts internationaux sur la sécurité alimentaire.

En premier lieu, la sécurité alimentaire mondiale a été durement touchée par le déclin des céréales ukrainiennes sur le marché mondial. L'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie a entraîné de grandes perturbations sur le marché céréalier mondial, ce qui a causé une flambée spectaculaire des prix en 2022 qui a été suscitée par des préoccupations au sujet de l'approvisionnement mondial en céréales, d'autant plus qu'à l'époque, la Russie et l'Ukraine comptaient ensemble pour environ le quart du marché mondial d'exportation du blé et environ le cinquième du marché mondial du maïs.

À la suite de ces turbulences du marché, la facture des importations alimentaires a grimpé en flèche partout dans le monde, surtout dans les mois qui ont suivi l'invasion. Ces hausses de prix ont frappé le plus durement les pays en développement qui dépendent des importations alimentaires. Ce sont surtout des pays de l'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient. Bon nombre d'entre eux comptaient sur les importations de céréales de la Russie et de l'Ukraine pour assurer leur sécurité alimentaire.

Cette perturbation et cette flambée des prix ont aggravé terriblement la faim dans le monde. Après une décennie à observer un recul général de la famine partout dans le monde, la tendance s'est inversée après 2019. La pandémie a bel et bien contribué fortement à l'aggravation de la faim, mais la guerre en Ukraine aussi. L'ONU estime qu'à l'échelle mondiale, environ 122 millions de personnes de plus ont souffert de la faim en 2022 par rapport à 2019, et que sur un total d'environ 800 millions de personnes affligées de la faim aujourd'hui, la situation d'environ 20 à 30 millions d'entre eux est attribuable à la guerre en Ukraine.

Aujourd'hui, le marché céréalier mondial a essentiellement encaissé le choc initial, et les cours du blé et d'autres céréales ont reculé par rapport à leurs sommets de 2022, mais ils demeurent élevés. Compte tenu de la lourdeur de l'endettement et des taux d'intérêt à la hausse, la faim dans le monde demeure très précaire.

En deuxième lieu, l'Initiative céréalière de la mer Noire a été importante, mais son abolition n'a pas perturbé davantage le marché. En tout cas, ce n'était pas à la hauteur de ce que nous avons vu auparavant. La négociation de l'Initiative en juillet 2022 a apaisé certaines craintes du marché en permettant l'exportation sécuritaire de certaines céréales de l'Ukraine par des routes de navigation de la mer Noire. On estime en général que cet accord a contribué à une baisse du cours des céréales entre le milieu de l'année 2022 et le milieu de l'année 2023. Une partie de ce grain, mais pas la totalité, est parvenue aux pays les plus défavorisés. En juillet dernier, la Russie s'est retirée de l'entente sur l'Initiative céréalière de la mer Noire. Le prix du blé a brièvement augmenté, mais s'est ensuite rétabli, même si le marché mondial du blé reste tendu.

L'Ukraine exporte maintenant une grande partie de ses céréales par le Danube, et elle a établi son propre corridor humanitaire par la mer Noire. L'Ukraine a choisi ces autres voies d'exportation parce qu'immédiatement après l'invasion, ses expéditions terrestres ont inondé les marchés de ses voisins — la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie, la Roumanie et la Bulgarie —, ce qui a incité ces pays à interdire l'importation de céréales ukrainiennes parce qu'elles faisaient baisser les prix de leurs marchés. Pendant que ces turbulences secouaient les marchés, la Russie a doublé ses exportations mondiales de céréales depuis 2022. Elle est maintenant le plus grand exportateur de blé au monde, et elle a conquis certains des marchés que l'Ukraine approvisionnait auparavant.

Le troisième point que j'aimerais soulever, c'est que le Canada peut jouer un rôle important dans ce contexte en soutenant les pays en développement qui dépendent des importations alimentaires pour assurer leur sécurité alimentaire. L'aide humanitaire du Canada et ses exportations de blé vers les marchés mondiaux ont été importantes afin d'aider les pays dépendants des importations alimentaires à accéder à la nourriture dont ils ont besoin à court terme. Or, le Canada peut aussi en faire plus pour aider les pays en développement qui accusent un déficit alimentaire à accroître de façon durable leur propre production alimentaire, ce qui est essentiel à leur sécurité alimentaire à long terme. Il est particulièrement important de soutenir les petits producteurs, qui sont d'importants fournisseurs d'aliments dans ces contextes.

Il est important d'appuyer la production alimentaire des pays en développement parce que le marché céréalier mondial est aujourd'hui très concentré, de sorte que le système commercial est très vulnérable aux chocs, comme nous l'avons vu dans le cas de l'Ukraine. Seulement cinq exportateurs — la Russie, l'Union européenne, le Canada, l'Australie et les États-Unis — représentent plus de 70 % du commerce mondial du blé, et le marché du maïs est tout aussi concentré. S'il y a un ou plusieurs de ces exportateurs qui sont ébranlés, il en résulte d'énormes conséquences sur la sécurité alimentaire pour les pays les plus pauvres en raison de la hausse des prix. Encourager ces pays à dépendre des marchés concentrés présente des risques, surtout à une époque où les changements climatiques s'accroissent et où les conflits géopolitiques rendent les marchés plus vulnérables aux chocs et aux perturbations.

• (1125)

Par conséquent, le Canada peut jouer un rôle déterminant pour favoriser une plus grande diversité des marchés, notamment en aidant les pays les plus vulnérables aux déficits alimentaires à accroître de façon durable leur production alimentaire nationale, ce qui leur permettrait de mieux affronter les perturbations des marchés céréaliers mondiaux attribuables aux chocs.

Je vous remercie infiniment. J'ai hâte de participer à la discussion.

**Le président:** Merci beaucoup, madame Clapp.

Nous allons maintenant écouter le dernier témoin du premier groupe.

Madame Ackermann, vous avez la parole cinq minutes.

**Mme Anna Ackermann (analyste politique, Reconstruction verte de l'Ukraine, Institut international du développement durable):** Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité, bonjour. Je vous remercie de l'invitation à la séance d'aujourd'hui et de tout le soutien que le Canada a offert au peuple ukrainien.

Je représente l'Institut international du développement durable, et je travaille à Genève, où je dirige depuis l'année dernière des travaux sur le rétablissement durable de l'Ukraine. Je représente aussi la plus grande organisation non gouvernementale environnementale de l'Ukraine, le Center for Environmental Initiatives Ecoaction, dont je suis membre du conseil d'administration et l'une des fondatrices. Je suis moi-même Ukrainienne, et j'ai des connaissances en politiques énergétiques et environnementales. Ce sont justement les sujets de l'énergie et de l'environnement que j'aimerais aborder dans ma courte déclaration d'aujourd'hui.

Il y a quelques jours, Dmytro Kuleba, le ministre des Affaires étrangères de l'Ukraine, a dit que nous nous préparons au pire hiver de notre histoire. L'Ukraine est un vaste pays, et la protection du système énergétique hautement centralisé et de toutes les centrales électriques contre les attaques terroristes de la Russie est une tâche compliquée, surtout en l'absence d'une défense aérienne suffisante. Notre survie en dépend.

Il y a une autre perspective à moyen terme que nous devrions envisager: les façons de transformer le système énergétique ukrainien pour qu'il soit plus décentralisé et résilient afin d'éviter de grandes perturbations à l'avenir. Récemment, 50 dirigeants municipaux ukrainiens ont signé une lettre adressée au gouvernement américain afin de demander de l'aide pour les communautés ukrainiennes, surtout sous la forme de technologies d'énergie renouvelable.

En effet, nous constatons dans le cadre de notre travail que de nombreuses villes ukrainiennes envisagent l'installation de panneaux solaires, de systèmes de stockage et de thermopompes comme solutions efficaces pour améliorer la sécurité énergétique locale. Les premiers projets pilotes de ce genre, mis en œuvre surtout avec l'appui d'ONG et de partenaires internationaux, ont commencé à voir le jour partout au pays à l'automne dernier. Bien entendu, les collectivités accordent la priorité à la modernisation des systèmes énergétiques qui soutiennent les infrastructures essentielles, comme les hôpitaux, les systèmes d'approvisionnement en eau, les écoles et ainsi de suite. Cependant, les mécanismes financiers permettant la mise en œuvre de ces projets sont en ce moment limités. C'est là que le soutien du Canada serait le plus utile.

Cette transformation du système énergétique, qui est également intégrée à la nouvelle stratégie énergétique de l'Ukraine d'ici 2050, va au-delà de la production décentralisée d'énergie. C'est aussi une façon de décarboniser l'économie, de créer de nouveaux emplois et de soutenir la production locale de technologies et de matériaux verts, qui sont nécessaires à la transition énergétique non seulement en Ukraine, mais aussi partout dans le monde.

Depuis 2017, en collaboration avec des collègues d'Ecoaction, nous travaillons avec les collectivités charbonnières de la région de Donetsk, dans l'Est de l'Ukraine, pour qu'elles abandonnent le charbon. La plupart d'entre elles souhaitaient diversifier leur économie et en accroître la durabilité. La ville de Vuhledar, qui a suffisamment de charbon pour des décennies, a fait preuve d'un leadership impressionnant dans ces débats. Vuhledar est maintenant en ruine et a complètement été détruite par la Russie, et ses mines de charbon ont été inondées, tout comme de nombreuses mines négligées dans les territoires ukrainiens contrôlés par la Russie depuis 2014. Les inondations des mines de charbon ont de graves conséquences, notamment sur la pollution des sols et des eaux.

Le gouvernement ukrainien estime que le coût global de la guerre pour l'environnement s'élève à plus de 70 milliards de dollars canadiens, et ce, seulement depuis le 24 février de l'année dernière. L'ampleur des dommages est énorme, et des ressources colossales sont évidemment nécessaires pour analyser, surveiller et remédier à la pollution et à de nombreux autres types de dommages environnementaux. L'Ukraine aura besoin d'un soutien important à cet égard au cours des années à venir.

Enfin, la destruction du barrage de Kakhovka en juin 2023 est devenue l'un des événements les plus lourds de conséquences pour les gens et l'environnement. Ce sabotage s'est traduit par des villes inondées, des centaines de milliers de personnes ayant un accès limité à l'eau douce, des mines et de la pollution déversées dans la mer, et un risque accru pour la centrale nucléaire de Zaporijjia, sous le contrôle de la Russie. C'est un écocide. La région où se trouvait le réservoir de Kakhovka est en train de devenir une énorme jeune forêt. C'est incroyable. Les chercheurs demandent un examen attentif des options de reconstruction du barrage pour éviter de répéter les erreurs du passé et mieux reconstruire.

Les Ukrainiens veulent mieux reconstruire. Ils veulent rebâtir, et ils ont commencé à le faire dès que les premières villes et les premières régions ont été libérées à la fin de l'année dernière. Nous voulons bâtir un avenir plus durable. Puisque le Canada prévoit déjà aider les communautés ukrainiennes à favoriser une reprise inclusive, il faudrait aussi évaluer les façons d'assurer une transition verte de l'Ukraine. Seule une Ukraine forte et prospère peut assurer la sécurité de son peuple et de l'Europe.

Je vous remercie de votre attention, et je serai heureuse de répondre à vos questions.

• (1130)

**Le président:** Je vous remercie infiniment, madame Ackermann. Vous avez terminé juste à temps.

Nous allons maintenant passer aux questions des membres du Comité.

Nous allons commencer par M. Hoback, qui a six minutes.

**M. Randy Hoback (Prince Albert, PCC):** Merci, monsieur le président.

Monsieur le président, je pense que cette salle-ci change la donne. Nous pouvions véritablement entendre son témoignage et l'exposé de tous les témoins. C'est vraiment agréable de le voir.

Je tiens à remercier tous les témoins d'être ici en ce lundi matin pour parler de ce sujet assurément important.

Je vais peut-être commencer par vous, monsieur Irving. Lorsque vous parlez du Canada et faites la promotion de l'énergie canadienne à l'étranger, vous faites référence à l'énergie nucléaire, aux hydrocarbures et au gaz naturel liquéfié, ou GNL. Vous parlez probablement aussi d'hydrogène, je suppose. Comment ces éléments cadrent-ils alors que les groupes et les pays délaissent les combustibles fossiles conventionnels au profit des énergies renouvelables? Comment le Canada pourrait-il faire partie de cette chaîne. tout au long du processus? Y arrivons-nous maintenant?

Comme je l'ai dit, nous n'expéditions pas vraiment de GNL. À l'heure actuelle, ce sont les États-Unis qui l'acheminent en totalité. Nous ne comblons pas les lacunes dans bon nombre de ces secteurs.

**M. Jacob Irving:** Je vous remercie de la question puisque le Conseil canadien de l'énergie a pour mission... Comme je l'ai dit, nous sommes neutres sur le plan technologique et positifs dans nos communications. En fait, voilà qui peut sembler simpliste, mais nous essayons de montrer au reste du monde que le Canada fait de tout en matière d'énergie. C'est assez remarquable pour un pays de notre population — peut-être pas nécessairement de notre superficie, mais bien de notre population. Quand on pense à tous les aspects de l'énergie, le Canada participe à chacun d'entre eux — de l'énergie géothermique à l'énergie marémotrice, en passant par

toutes les différentes sources que vous avez mentionnées. Nous avons en fait un leadership fort dans bon nombre de ces secteurs.

Dans le domaine de l'hydroélectricité, par exemple, le Canada est le deuxième producteur d'hydroélectricité en importance dans le monde, juste derrière la Chine.

**M. Randy Hoback:** Dans ce cas, quel rang occupons-nous à l'échelle internationale du côté des carburants conventionnels? Encore une fois, si nous remontons la chaîne, l'Europe a dû se tourner vers certains pays comme le Qatar pour obtenir du GNL, ainsi que l'Algérie et le Nigéria pour le pétrole et le gaz. Quelle serait la situation si l'approvisionnement provenait du Canada plutôt que de ces pays? Quelle serait notre empreinte environnementale mondiale dans ce scénario?

**M. Jacob Irving:** Eh bien, l'un des aspects intéressants du GNL canadien découle du mariage de nos différentes technologies énergétiques. Quand on pense au GNL qui quitte nos côtes — à l'est ou à l'ouest —, une des plus grandes parties de l'empreinte est attribuable à la liquéfaction du gaz naturel. Il faut beaucoup de puissance et d'énergie pour transformer le gaz en liquide, le mettre sur un navire et l'expédier. Or, il se trouve que nos deux côtes utilisent principalement de l'hydroélectricité. Par conséquent, nous aurions de l'électricité produite sans émissions pour fabriquer notre GNL, ce qui signifie qu'il serait le moins polluant au monde.

**M. Randy Hoback:** Revenons au cycle de vie du puits — en passant directement à la production là où la ressource est extraite du sol —, et examinons les émissions de méthane et ce genre de choses. Quelle est notre posture comparativement au Qatar ou à d'autres pays où l'Europe est désormais tenue d'acquiescer son GNL, parce que le Canada ne lui en offre pas?

**M. Jacob Irving:** Je n'ai pas d'analyse comparative là-dessus, mais je peux vous parler brièvement des progrès que nous avons réalisés à ce chapitre.

En ce qui concerne la réduction des émissions de méthane au Canada, nous avons constaté que celles de notre système de distribution ont diminué de plus de 20 % depuis 2000, alors que les volumes de production ont augmenté. C'est beaucoup de chiffres et d'information, mais ce qui compte, c'est que même si nous avons augmenté la production de gaz naturel au Canada, nous avons réduit nos émissions. Qu'est-ce que cela veut dire? J'en comprends qu'on devrait faire confiance au Canada pour accroître sa production sans augmenter ses émissions, puisque nous avons fait nos preuves à cet égard.

La difficulté que le Canada rencontre habituellement, c'est que le reste du monde exige des réductions absolues des émissions partout — pour le Canada et pour tout autre pays. Au Canada, nous avons toutefois un excellent bilan de réduction par baril, par molécule, mais on nous demande d'en faire plus, ce qui risque d'augmenter...

• (1135)

**M. Randy Hoback:** J'essaie simplement de faire une comparaison avec ce qui se passe sur la scène internationale.

Je regarde notre industrie, avec l'obligation de consulter et tout le processus que nous suivons. Quelle est notre posture comparativement à un pays comme le Qatar? Qu'en est-il même par rapport aux États-Unis, par exemple?

**M. Jacob Irving:** Eh bien, nous n'essayons pas de nous comparer à d'autres pays, mais nous voulons...

**M. Randy Hoback:** En fait, nous devons vendre nos facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance. Nous devons faire valoir ce que nous sommes.

**M. Jacob Irving:** C'est exact. Pour répondre à votre question, nous essayons de communiquer qui nous sommes. L'un de nos messages clés, qui est intéressant du point de vue de l'industrie, c'est que nous parlons souvent de l'importance que le Canada accorde à l'énergie. Je me plais souvent à dire que le Canada est un producteur d'énergie responsable parce qu'il est réceptif. Nous le faisons dans le contexte de l'une des démocraties les plus anciennes et les plus sophistiquées du monde. Cela devrait compter pour quelque chose de nos jours.

**M. Randy Hoback:** Cela expliquerait pourquoi l'Europe est d'abord venue ici, et pourquoi elle s'est adressée au Canada en premier afin de moins dépendre du pétrole et du gaz russes. C'est logique. Regardez notre façon de faire des affaires, notre place au sein de toute la chaîne d'approvisionnement, ainsi que l'avenir de notre technologie nucléaire et de notre hydrogène. Ne trouvez-vous pas que nous serions un partenaire naturel? Si c'est le cas, pourquoi ne sommes-nous pas dans une telle posture?

**M. Jacob Irving:** Il y a beaucoup d'excellentes synergies possibles.

La raison pour laquelle je suis ici à Ottawa cette semaine, c'est que j'assisterai demain à une conférence intitulée « The Three Seas Initiative: An Opportunity for Canada », organisée par le gouvernement de la Pologne et son ambassade, en collaboration avec l'Institut Macdonald-Laurier. Elle aura lieu à 10 h 30 demain matin au Centre national des arts...

**M. Randy Hoback:** Je n'ai que cinq minutes...

**M. Jacob Irving:** Oh, je suis désolé.

Cependant, c'est précisément l'argument qu'ils font valoir à l'égard du Canada, à savoir que le mariage de nos valeurs devrait...

**M. Randy Hoback:** C'est ce qui me laisse perplexe, car si vous dites à l'Union européenne que nous ne pouvons pas...

**Le président:** Monsieur Hoback, vos six minutes sont malheureusement écoulées.

**M. Randy Hoback:** C'est rapide. Votre montre est rapide, monsieur le président.

Je vous remercie de votre temps.

**Le président:** Nous passons maintenant à Mme Chatel.

Vous avez six minutes.

[Français]

**Mme Sophie Chatel (Pontiac, Lib.):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Je souhaite la bienvenue aux témoins, tant à ceux qui participent à la réunion en personne qu'à ceux qui y participent par vidéoconférence. Monsieur Wood, je vous remercie d'être venus nous voir en personne.

Madame Clapp, vous avez écrit, dans un article, que les grandes entreprises agroalimentaires jouent un rôle important dans l'affaiblissement de la sécurité alimentaire mondiale.

Récemment, j'ai rencontré des citoyens pour parler de la sécurité alimentaire au Canada. Il y a un grand soutien au projet de loi C-56, présenté par le gouvernement. Ce projet de loi vise lui aussi à aborder les problèmes causés par la concentration du pouvoir des

grandes chaînes alimentaires. Ces problèmes affaiblissent la sécurité alimentaire au Canada.

Concrètement, comment ces grandes chaînes appauvrissent-elles ou affaiblissent-elles la sécurité alimentaire au Canada et ailleurs dans le monde?

[Traduction]

**Mme Jennifer Clapp:** Je suppose que vous parlez du secteur de la vente au détail de produits alimentaires ou des différents maillons de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Si cela vous va, je vais vous donner une réponse générale, car mes travaux ont beaucoup porté sur la concentration du pouvoir entre un petit nombre d'entreprises à différents points de la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire. Cette concentration va des intrants agricoles — comme les semences, les produits chimiques, la machinerie et les engrais — à la production et à la transformation des aliments, en passant par le commerce international des aliments, les entreprises spécialisées dans le commerce des céréales et la vente au détail des aliments.

La concentration du pouvoir aux différents points de la chaîne d'approvisionnement alimentaire peut avoir une incidence sur la sécurité alimentaire, car lorsqu'il n'y a que quelques joueurs sur le marché, ils ont tendance à détenir ce que nous appelons « la position dominante », ce qui leur permet d'exercer une plus grande influence sur les conditions de l'offre et de la demande dans lesquelles ils évoluent. Ils peuvent, par exemple, choisir de moins bien payer leurs fournisseurs tout en faisant payer des sommes plus élevées aux consommateurs. Ainsi, il arrive que les travailleurs du système alimentaire touchent des bénéfices moindres que ceux auxquels ils auraient eu droit autrement. De plus, les consommateurs finissent peut-être par payer plus cher pour se nourrir. Ces effets peuvent se multiplier dans l'ensemble du système alimentaire.

J'espère que cela répond à votre question. Merci.

• (1140)

[Français]

**Mme Sophie Chatel:** Oui, merci beaucoup.

Dans votre allocution d'ouverture, vous avez justement parlé des conséquences des changements climatiques et des événements météorologiques extrêmes, qui touchent énormément l'agriculture et, par répercussion, la sécurité alimentaire dans le monde.

Les guerres visent en grande partie à aller chercher plus de ressources. À cause des changements climatiques, les ressources alimentaires et les ressources en eau vont être moins nombreuses. On s'attend à une augmentation des guerres causées par les changements climatiques.

Selon vous, les changements climatiques vont-ils causer plus de guerres pour l'accès à plus de ressources? Devant cette situation, y a-t-il des solutions concrètes qui permettraient d'atteindre une stabilité dans le monde?

[Traduction]

**Mme Jennifer Clapp:** Merci beaucoup de cette question.

Oui, en effet. L'accélération des changements climatiques dans le monde peut exacerber les tensions géopolitiques alors que les pays se disputent l'accès à des ressources essentielles, dont des ressources dans le système alimentaire.

J'ai mené des recherches sur les problèmes de concentration dans les systèmes alimentaires, et j'ai constaté que l'une des meilleures façons de faire face aux changements climatiques, qui peuvent, entre autres, entraîner une réduction de la production dans un pays d'exportation donné... Prenez l'exemple de l'Inde. L'an dernier, lors d'un épisode de chaleur extrême, ce pays a perdu environ 25 % de sa récolte de blé. L'Inde exporte ses produits vers de nombreux pays en développement, mais cette année, El Niño a entraîné une réduction de sa production de riz. Comme nous le savons, l'Inde a mis en place une interdiction d'exportation du riz, sauf pour le riz basmati, ce qui a donné lieu à une flambée des prix du riz sur le marché mondial, ce qui a eu une incidence directe sur la sécurité alimentaire.

Une façon de régler ce problème, à mon avis, est de favoriser une plus grande diversité pour que les systèmes alimentaires mondiaux soient plus résilients. Ce que je veux dire par là, c'est qu'il faut permettre à un plus grand nombre de pays dans le monde d'accroître leur production alimentaire en vue d'une consommation locale. Cela permettrait de créer un système diversifié dans lequel les pays pourraient compter non seulement sur les marchés mondiaux, mais aussi sur leur production nationale. Je ne dis pas que tous les pays doivent jouir d'une autonomie alimentaire, mais ce dont nous avons besoin, c'est d'un système où il y a un meilleur équilibre entre la production nationale et le commerce. Il est difficile d'atteindre un parfait équilibre. Le Canada joue certainement un rôle sur les marchés alimentaires et céréaliers mondiaux, mais je pense qu'il est absolument nécessaire d'accroître la résilience nationale en matière de production grâce à des formes d'agriculture durable qui sont plus résilientes aux changements climatiques.

[Français]

**Mme Sophie Chatel:** Merci beaucoup.

[Traduction]

**Le président:** Votre temps est écoulé.

Monsieur Bergeron, vous avez la parole. Vous disposez de six minutes.

[Français]

**M. Stéphane Bergeron (Montarville, BQ):** Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être des nôtres aujourd'hui pour contribuer à éclairer notre perception de l'effet de la guerre en Ukraine sur l'approvisionnement alimentaire et l'approvisionnement en énergie.

Je vous remercie, monsieur Wood, d'avoir fait preuve de patience la dernière fois et de nous être revenu en personne aujourd'hui. Nous vous en sommes très reconnaissants. Je vais d'ailleurs commencer par vous adresser mes questions.

Le 25 octobre dernier, vous avez déclaré que les changements structurels dans le monde d'aujourd'hui avaient amplifié les effets des crises liées à la sécurité alimentaire. Vous ajoutiez ceci:

Dans les années 1980, il y a eu de mauvaises récoltes périodiques dans l'ancienne Union soviétique, mais le risque de famine massive dans le monde n'était pas aussi élevé qu'aujourd'hui. Le système mondial est beaucoup plus vulnérable.

Pourquoi donc?

[Traduction]

**M. Geoffrey Wood:** Je vais d'abord emprunter une analogie au domaine de la physique quantique. Tout le monde a entendu parler du chat de Schrödinger. En une phrase, cette analogie veut dire que tout est relié.

Les changements climatiques reflètent, essentiellement, la rupture de la relation entre l'humanité et le monde naturel. J'aimerais soulever deux ou trois points très importants à ce sujet.

Premièrement, des liens peuvent se tisser de façons imprévisibles. Vous pouvez parler aux volcanologues, par exemple, de l'incidence de la fonte de la calotte glaciaire et du poids de la croûte terrestre sur les changements climatiques et la sécurité alimentaire. Vous savez sans doute que dans les années 1980, l'Union soviétique a connu bon nombre de mauvaises récoltes, et bien souvent, ailleurs dans le monde, on ne s'en rendait pas compte. Il s'agit donc, en gros, de ce que les économistes qualifient « d'omnicrises ». C'est-à-dire que de multiples crises sont interreliées de façons subtiles. Il existe une foule d'ouvrages à ce sujet.

Maintenant, la mauvaise nouvelle, c'est que l'esprit humain est conçu pour très bien composer avec des défis immédiats et visibles. Il n'est toutefois pas très doué pour faire face à de grands défis existentiels et complexes qui sont interreliés. Toutefois, les événements sont étroitement reliés et cela signifie que nous devons être beaucoup plus attentifs à ce qui se passe dans différentes régions du monde et essayer de comprendre par nous-mêmes ce qui unit ces événements.

• (1145)

[Français]

**M. Stéphane Bergeron:** Merci infiniment.

Monsieur Wood, ce que vous nous dites est un peu contre-intuitif, dans la mesure où l'amélioration des moyens technologiques fait qu'on devrait s'attendre à ce que la production alimentaire puisse être plus élevée.

Croyez-vous que l'amélioration des moyens technologiques a un impact sur la nature qui devient, à un certain moment, contre-productif et mène à une réduction de la production?

[Traduction]

**M. Geoffrey Wood:** Je vous dirais d'abord, et c'est bien connu dans le domaine scientifique, que nous connaissons les avantages immédiats des progrès technologiques, mais que nous ne connaissons pas leurs conséquences à long terme. Jared Diamond a fait valoir que l'arrivée des automobiles avait été un grand soulagement pour tout le monde. Il n'y avait plus de fumier de cheval et des chevaux qui mourraient dans les rues. En revanche, les automobiles ont entraîné des répercussions plus subtiles plus tard. Les technologies ont des conséquences imprévues. Chaque avancée technologique entraîne des conséquences imprévues. Le problème, c'est que nous ne les découvrons que plus tard.

Ensuite, il est de plus en plus difficile de mettre au point des solutions technologiques transformatrices, et ce pour différentes raisons. C'est peut-être dû à la façon dont l'obtention des brevets fonctionne, ou aux crises qui se multiplient plus rapidement que les solutions. En somme, il y a de plus en plus d'imprévisibilité.

[Français]

**M. Stéphane Bergeron:** Selon vous, Thomas Robert Malthus avait-il raison de dire qu'avec la croissance de la population, viendrait un moment où on ne parviendrait pas à nourrir tout le monde?

[Traduction]

**M. Geoffrey Wood:** C'est une observation intéressante. De toute évidence, l'alimentation et les problèmes varient entre les différentes régions du monde. Toutefois, cela se rapporte à ce point. À l'heure actuelle, une personne sur cinq dans le monde se déplace, et ces chiffres ne feront qu'augmenter. On pourrait toutefois soutenir qu'il ne s'agit pas vraiment d'un problème qui a trait à la croissance de la population. Le problème concerne plutôt le fait que des gens habitent dans des régions qui sont vulnérables aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques, et qu'il existe un fossé en matière d'alimentation dans le monde.

Il est très difficile de gérer ces grands facteurs historiques.

[Français]

**M. Stéphane Bergeron:** Monsieur Wood, vous avez bien souligné que...

[Traduction]

**Le président:** Il vous reste 10 secondes, monsieur Bergeron.

[Français]

**M. Stéphane Bergeron:** Dans ce cas, je vais y revenir plus tard.

[Traduction]

**Le président:** Merci, monsieur Bergeron.

Nous passons maintenant à Mme McPherson.

Vous avez six minutes.

**Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD):** Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins de leur présence aujourd'hui et de leurs témoignages.

Monsieur Wood, je vais poursuivre avec vous, si vous me le permettez.

Nous savons qu'à l'heure actuelle, il est très difficile de pratiquer l'agriculture dans le Sud de l'Ukraine. Les mines dans le Sud et l'Est du pays ont d'énormes répercussions sur la production alimentaire. Je sais qu'un certain nombre de Russes figurent sur la liste des sanctions, mais j'ai appris la semaine dernière que le Canada avait exporté 193 000 détonateurs au Kirghizistan en 2022. Il n'y en avait pas en 2021. Ce qui est malheureux, c'est que le Kirghizistan a ensuite exporté 115 000 détonateurs en Russie. D'ailleurs, il semble que les détonateurs du Canada sont utilisés dans les mines qui menacent la sécurité alimentaire.

Vous avez dit que tout est interrelié et qu'il nous faut faire mieux en tant que communauté internationale. Vous pourriez peut-être nous parler des conséquences de l'inefficacité de notre régime de sanctions et de ce que cela signifie pour l'Ukraine.

● (1150)

**M. Geoffrey Wood:** Il va sans dire que le régime de sanctions ne fonctionne pas, mais il existe des solutions. La solution la plus évidente et la plus simple serait de mieux régler les cryptomonnaies. Vingt-cinq pour cent des cryptomonnaies sont utilisées par des criminels. Les criminels sont particuliers... Ils ne se soucient

pas de perdre de l'argent, tout comme ceux qui veulent faire échec aux sanctions au nom de la Russie. Les gens sont toujours scandalisés par la volatilité des cryptomonnaies. Si vous êtes un criminel ou que vous êtes impliqué dans le non-respect des sanctions, vous ne vous souciez pas des sommes d'argent que vous perdez. C'est, bien sûr, la raison pour laquelle les cryptomonnaies existent toujours. Selon la logique économique, elles auraient dû disparaître. Il s'agit de ma première observation.

Évidemment, la deuxième solution serait de mieux régler le recours aux paradis fiscaux.

La troisième solution nous ramène à ce que vous disiez à propos du Kirghizistan. Il nous faut mieux comprendre le fonctionnement des chaînes de valeur. J'avance un élément complémentaire, car j'ai reçu une importante subvention de recherche du Royaume-Uni il y a quelques années pour voir comment nous pourrions améliorer la reddition de comptes tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Nous avons donc trois éléments: le pragmatisme, une meilleure reddition de comptes tout au long de la chaîne d'approvisionnement et des flux monétaires sujets à des restrictions beaucoup plus sévères. Il y a des solutions.

**Mme Heather McPherson:** Il est question de détonateurs. Le Canada est signataire d'un traité sur le commerce des armes qu'il ne respecte pas. C'est clair. Cela entraîne des répercussions économiques. Le Canada donne des millions de dollars à l'Ukraine pour l'aider à retirer les mines de ses champs et, en même temps, il lui fournit l'outil qui lui permet de fabriquer des mines, ce qui, bien sûr, est assez contradictoire.

Merci beaucoup de vos réponses.

Madame Clapp, nous avons entendu le témoignage de Paul Hagerman lors d'une réunion précédente. Il représentait la Banque canadienne de grains. Il a parlé de la nécessité d'établir un équilibre dans le domaine de la sécurité alimentaire en fournissant des aliments à la population, tout en lui donnant les moyens d'assurer sa sécurité alimentaire à long terme. Il a fait valoir qu'à l'heure actuelle, l'aide publique au développement du Canada n'assure pas le bon équilibre. Nous n'atteignons pas le bon équilibre.

J'ai quelques questions à vous poser au sujet de la sécurité alimentaire en lien avec l'enveloppe que le Canada consacre à l'aide au développement. Premièrement, en ce moment, notre aide publique au développement — un peu plus de 0,3 %, alors que nous nous sommes engagés à atteindre 0,7 % — est trop faible. L'aide alimentaire que nous fournissons n'est pas indexée au prix des aliments à mesure qu'il augmente. Selon vous, que peut faire le Canada pour bonifier son aide alimentaire? Que pouvons-nous faire pour mieux gérer cet équilibre entre l'aide humanitaire et le développement à long terme?

**Mme Jennifer Clapp:** Merci beaucoup de cette question.

En effet, Paul Hagerman est un bon collègue. Je suis d'accord avec lui pour dire qu'il faut assurer un meilleur équilibre entre l'aide humanitaire à court terme et l'aide à long terme pour assurer la sécurité alimentaire, surtout dans les pays les plus pauvres qui dépendent des importations alimentaires.

Certes, l'aide alimentaire humanitaire vise à répondre à ce que nous considérons comme des situations d'urgence à court terme. Il est malheureux que le montant de cette aide ne soit pas indexé au prix des aliments, car lorsque le prix des aliments augmente, l'influence du Canada est nettement affaiblie. En même temps, nous devons veiller à ne pas compter sur l'aide humanitaire comme stratégie à long terme. C'est dans cette optique que la réduction récente de l'aide au développement du Canada dans son ensemble, y compris pour le développement rural, est regrettable.

Il faut consacrer plus de ressources pour accroître la capacité des pays les plus pauvres à produire leurs propres aliments, et ce, de façon durable. Le Canada aiderait davantage les pays en développement à se protéger des chocs causés par les événements qui font augmenter les prix de façon générale — aliments, énergie, engrais — en étant un chef de file, par exemple, en matière de financement de pratiques agroécologiques qui dépendent moins des engrais synthétiques et des combustibles fossiles.

• (1155)

**Mme Heather McPherson:** Je pense que mon temps est écoulé, monsieur le président.

**Le président:** Merci beaucoup, madame McPherson.

Nous passons à la deuxième série de questions et nous commençons avec M. Chong.

Monsieur Chong, vous avez quatre minutes.

**L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC):** Merci, monsieur le président.

La Russie continue d'exporter du gaz naturel sous forme de gaz naturel liquéfié vers l'Europe. L'Europe achète ce gaz naturel liquéfié russe à coup de milliards de dollars. Selon les données que j'ai consultées récemment, les exportations de gaz naturel liquéfié de la Russie vers l'Europe ont augmenté de 40 % au cours des sept premiers mois de cette année. Ensuite, l'Europe a recours à la combustion du charbon pour produire de l'électricité, car elle ne peut pas obtenir suffisamment de gaz naturel. Selon les données du gouvernement du Canada, un cinquième des émissions mondiales proviennent des centrales électriques alimentées au charbon. Un kilowattheure d'électricité produit à partir du charbon génère deux fois plus d'émissions qu'un kilowattheure d'électricité produit par le gaz.

Le 9 octobre 2023, Gregory Ebel, président d'Enbridge Inc., a écrit que les exportations canadiennes de gaz naturel pourraient « remplacer le charbon » en Asie et en Europe de l'Est et « avoir un impact énorme sur la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Cet impact serait bien plus important que le simple respect par le Canada de son engagement à atteindre la carboneutralité d'ici 2050. » Il a également demandé au gouvernement canadien « d'adopter des politiques et des mesures réglementaires pour permettre le développement et l'exportation responsables et efficaces de cette ressource importante, tout en rationalisant les processus d'octroi de permis afin de mieux répondre au besoin urgent d'une plus grande quantité de gaz. »

Monsieur Irving, ma question est la suivante. Êtes-vous d'accord avec M. Ebel pour dire que des exportations canadiennes de gaz naturel plus importantes permettraient de réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre? Dans l'affirmative, pourquoi?

**M. Jacob Irving:** Je suis d'accord, et je pense que nous sommes sur le point d'en être témoins avec la mise en service du plus grand projet d'infrastructure privé de l'histoire du Canada sur la côte

Ouest — le projet GNL Canada —, qui acheminera le gaz naturel de l'Ouest vers les marchés asiatiques.

Je pense que l'un des effets intéressants du gaz naturel est la lente évolution vers l'internationalisation de cette ressource. Habituellement, les prix sont très régionaux et reflètent les dynamiques de l'offre et de la demande à l'échelle locale. À mesure que le gaz naturel sera livré ailleurs dans le monde, on commencera peut-être à voir un cours international ou mondial du gaz, semblable à ce que l'on voit avec le pétrole.

**L'hon. Michael Chong:** Quelles politiques et mesures réglementaires, le cas échéant, le gouvernement canadien pourrait-il prendre pour faciliter la croissance des exportations de gaz naturel?

**M. Jacob Irving:** Malheureusement, je n'ai pas de recommandations à formuler à cet égard. Vous devriez probablement vous adresser aux représentants de l'Association canadienne du gaz à ce sujet.

**L'hon. Michael Chong:** Je vais donc vous poser une autre question. Selon les données de Statistique Canada, les exportations canadiennes d'énergie ont augmenté l'année dernière, grâce à une augmentation de 8 % pour le gaz naturel. L'agence a ajouté qu'en 2022, les États-Unis ont augmenté leurs exportations de gaz naturel liquéfié vers l'Europe et ils ont aussi augmenté leurs importations de gaz naturel canadien pour compenser l'augmentation de leurs exportations.

Ne serait-il pas préférable pour le Canada d'exporter directement son propre gaz naturel liquéfié, pour tirer parti des marges plus importantes du gaz naturel liquéfié par rapport au gaz naturel transporté par pipeline vers les États-Unis?

**M. Jacob Irving:** C'est une bonne question. Je pense qu'une fois que le projet de LNG Canada sera opérationnel, nous aurons beaucoup plus d'informations et de données à ce sujet, mais vous avez raison. Vous parlez de coopération internationale dans le domaine de l'énergie, et le Canada et les États-Unis sont plus interconnectés que presque tout autre pays du monde. Il y a 70 interconnexions de pipelines et 35 interconnexions électriques. Nous avons pu consolider les réserves nord-américaines, permettant à l'Amérique du Nord d'envoyer du gaz naturel liquéfié en Europe, ce qui, je pense, a été très avantageux dans le conflit actuel.

• (1200)

**Le président:** Je vous remercie de cette réponse.

Nous accordons maintenant la parole à M. Oliphant.

Vous disposez de quatre minutes.

**L'hon. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.):** Je vous remercie, monsieur le président.

Je tiens d'abord à vous remercier, vous et la greffière, de nous avoir extraits du sous-sol. Je pense que c'est un changement bénéfique. Je pense que c'était un problème, et je tiens à remercier nos témoins qui n'ont pas pu se connecter la dernière fois pour continuer. Je pense que nous assumerons la responsabilité de cette situation.

Je veux m'adresser à Mme Clapp.

Je vais vous mettre dans une position difficile. J'écoute tous les témoignages sur le secteur de l'alimentation et j'essaie de discerner le rôle du Canada. Je veux que vous m'aidiez un peu à propos des priorités. Je sais que nous voulons tout — tout le monde veut toujours tout —, mais j'essaie de déterminer quel serait le rôle du Canada. Je songe à l'expédition d'aliments, à l'augmentation de la production au Canada et à l'exportation d'aliments vers des endroits où les gens en ont besoin afin qu'ils puissent en avoir à des prix abordables.

Il y a de l'argent, des fonds pour que les pays en développement puissent acheter de la nourriture. Nous devons augmenter cet apport, bien entendu, mais cela a aussi un coût.

En ce qui concerne le développement à long terme, vous avez parlé de rendement, de production durable et de capacité des pays d'établir leurs propres chaînes d'approvisionnement alimentaire, en particulier en Afrique, mais pas seulement là.

Ensuite, il y a la diplomatie et les activités multilatérales afin d'examiner toutes les manières dont les pays, en particulier ceux en développement, échangent des idées, des lois, des sanctions, des promotions et des engagements sur le plan diplomatique.

Il y a quatre domaines. Il en existe probablement d'autres, mais dans mon esprit à l'heure actuelle, il y en a quatre. Pouvez-vous m'aider un peu à comprendre où, selon vous, le Comité devrait pousser le gouvernement à respecter ses priorités en matière de sécurité alimentaire? Je suis désolé de vous poser une question difficile. Je sais que vous allez dire « tout ».

**Mme Jennifer Clapp:** C'est une question difficile, et il y a certainement beaucoup de matière à couvrir.

En ce qui concerne ce qui doit être fait, nous devons penser à court terme et à long terme. Pour s'attaquer immédiatement à la crise de l'insécurité alimentaire, il importe que le Canada soutienne les efforts d'allègement de la dette. Nous savons que le problème de la dette est très grave en ce moment dans la plupart des pays en développement tributaires des importations de produits alimentaires, et il ne peut qu'empirer. Le Canada peut appuyer les efforts internationaux déployés pour alléger la dette, car nous ne voulons pas que des pays aient à choisir entre nourrir leur population et payer leurs dettes étrangères. C'est quelque chose qui peut être fait, mais qui peut l'être conjointement avec d'autres mesures, comme l'aide humanitaire.

Je vous mettrais en garde contre toute tentative du Canada de percer les marchés d'exportation du blé dans de nouvelles régions comme l'Afrique subsaharienne, par exemple, parce que la sorte de blé que la Russie et l'Ukraine vendent à ces régions est d'une qualité différente de celle du blé canadien. Il a une teneur en protéines plus faible et il est beaucoup moins cher. Je ne pense pas que le Canada pourra nécessairement envisager de percer ces marchés. Il est préférable d'approvisionner les marchés mondiaux en général, qui peuvent fournir des liquidités à ces marchés afin de contribuer à réduire les prix. Je pense que c'est ce qui est nécessaire pour ces pays qui dépendent des importations alimentaires et de la prestation constante d'aide humanitaire.

Tout cela peut être fait immédiatement, mais je ne pense pas que ces mesures immédiates nous empêchent nécessairement d'agir à plus long terme afin de réfléchir plus stratégiquement et soigneusement à ce que nous devons faire pour passer à des formes d'agriculture plus durables. Je pense que nous devons avoir cette conversa-

tion au Canada, mais aussi dans le cadre... de l'aide que le Canada offre à l'échelle internationale.

Je ne sais pas si j'ai répondu entièrement à votre question, mais je l'apprécie et je ne veux pas prendre trop de votre temps.

**L'hon. Robert Oliphant:** Ce serait une réaction étalée dans le temps.

Je vous remercie.

**Le président:** Merci, monsieur Oliphant.

Nous passons maintenant à M. Bergeron.

Vous disposez de deux minutes.

[Français]

**M. Stéphane Bergeron:** Merci, monsieur le président.

Je vais poursuivre ma série de questions de tout à l'heure.

Monsieur Wood, vous avez bien souligné le fait que tout le monde sur cette planète ne mange pas nécessairement à sa faim et ne consomme pas nécessairement la même quantité de calories au quotidien. Mme Clapp, qui faisait partie d'un groupe d'experts sur les systèmes alimentaires, a publié un rapport, en mars 2023, qui disait ceci: « un pays ne devrait plus jamais avoir à choisir entre le remboursement de ses dettes et la sécurité alimentaire de sa population. »

Êtes-vous d'accord sur cette assertion du groupe d'experts dont faisait partie Mme Clapp, qui semble suggérer que, dans certains pays en développement, un des éléments qui entraînent des problèmes sur le plan alimentaire est la situation financière difficile dans laquelle ces pays se trouvent?

• (1205)

[Traduction]

**M. Geoffrey Wood:** Il y a deux points clés à faire valoir à cet égard.

Il y a d'abord un point réglementaire. Le monde doit mieux réglementer les fonds vautours. En fait, j'ai publié un livre sur les fonds spéculatifs récemment, qui traite notamment du problème des fonds vautours. Jusqu'à ce qu'ils soient réglementés, il y a un problème structurel.

L'autre point, c'est que certains pays ne seront pas viables comme lieux de vie, et ce n'est pas qu'une question de production alimentaire. Certaines régions de pays ne seront pas viables comme lieux de vie, et je le répète, cela transcende la production alimentaire. Personne n'a jamais déménagé de mégaville, mais si vous parlez aux climatographes, ils vous diront qu'il faudra peut-être déménager Delhi, Pékin ou Los Angeles. Bien sûr, quand ce genre de grands mouvements de population se produit, même à l'intérieur de pays, cela modifie fondamentalement la base de la production alimentaire et remet en question la base de l'approvisionnement alimentaire. Ce sont donc d'importants aspects structurels.

Il y a deux choses à retenir. La première, c'est la réglementation des fonds vautours en ce qui concerne la dette, en particulier à l'ère des taux d'intérêt élevés. La seconde, c'est ce qu'il faut prévoir pour l'avenir, puisque certains pays et certaines mégavilles ne sont plus viables.

**Le président:** Je vous remercie beaucoup.

Nous accordons maintenant la parole à Mme McPherson.

C'est vous qui poserez les dernières questions, pour deux minutes.

**Mme Heather McPherson:** Je vous remercie beaucoup.

J'aimerais formuler un bref commentaire. Nous parlons d'insécurité alimentaire et de la nécessité d'investir dans la sécurité alimentaire. Je pense que M. Beasley, l'ancien chef du Programme alimentaire mondial, a fort bien exprimé la chose lorsqu'il a dit qu'on a la possibilité de payer maintenant ou de payer 1 000 fois plus dans l'avenir. C'est quelque chose que j'aimerais répéter.

Madame Ackermann, j'aimerais vous poser une question.

Vous avez parlé de la nécessité de reconstruire l'Ukraine. Je me suis rendue là-bas en mars et j'ai parlé à des membres du gouvernement, qui souhaitent ardemment reconstruire leur pays. Vous parlez de la nécessité de reconstruire de façon écologique et durable et de l'importance que cela revêt pour les Ukrainiens. À mon avis, ce serait une erreur de reconstruire en utilisant d'anciennes technologies qui ne sont pas tournées vers l'avenir.

Pourriez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet, s'il vous plaît?

**Mme Anna Ackermann:** Je vous remercie de la question.

C'est absolument le cas. Comme je l'ai indiqué, les Ukrainiens veulent rebâtir en mieux. Nous concevons déjà un système. Nous avons aussi de nombreuses questions sur la transparence du processus et la qualité du résultat. Tout le monde peut maintenant aller sur le site appelé [dream.gov.ua](http://dream.gov.ua), où tous les projets de reconstruction seront conservés au même endroit. Ce site est accessible à tous. Ainsi, n'importe qui peut voir, à tout moment, à quoi ressemble un projet, qui le met en œuvre et quel est le résultat final, et ce, de son lancement dans la communauté jusqu'à sa conclusion.

Les normes de construction en vigueur en Ukraine sont acceptables. Bien entendu, si nous construisons pour les générations futures... C'est quelque chose que j'ai souligné. Pour ce qui est de l'énergie renouvelable, du logement autonome et d'autres éléments, nous n'avons pas encore d'exemples à suivre. Nous avons les normes de l'Union européenne, que nous devons mettre en œuvre dans les années à venir. Ce sera un gros travail maintenant, bien entendu, car l'Ukraine suit le processus d'intégration à l'Union européenne. C'est là que nous avons besoin de soutien. Pensez à n'importe quel bâtiment passif, par exemple. Le bâtiment ne consomme pas d'énergie grâce aux énergies renouvelables et à d'autres caractéristiques, mais nous n'avons pas encore un seul exemple d'un tel bâtiment en Ukraine.

Si nous voulons bâtir pour l'avenir, nous devons réfléchir ensemble. Il y a déjà beaucoup de collaboration et de grands plans généraux sont en cours d'élaboration. Par exemple, la région Sud de Mykolaïv travaille avec le Danemark à la reconstruction de la région et de la ville, qui a subi de lourds dommages. De nombreux édifices publics ont été détruits. Les gens repensent la ville. Comment la reconstruisent-ils? Comment en modifient-ils le concept? C'est ce dont nous avons besoin, bien sûr. Les villes ukrainiennes n'ont pas toutes été détruites. Beaucoup sont encore là. Nous devons penser à des choses comme l'efficacité énergétique et d'autres éléments.

Une dernière chose: nous devons penser à la nouvelle économie de l'Ukraine. Voilà pourquoi j'ai mentionné le concept de l'économie verte, afin que l'Ukraine ne soit pas prises avec des choses que nous produisons déjà depuis de nombreuses années ou décennies. Nous devons nous assurer d'aller de l'avant. Quant à ce que cela si-

gnifie, je pense que ce n'est pas encore clair. C'est pourquoi nous devons avoir ces conversations. Les partenaires internationaux devraient également pouvoir contribuer pour que nous comprenions ce que l'Ukraine pourrait produire, pour nous et pour le monde.

La reconstruction sera un projet de grande envergure pour tout le monde. C'est également là que nous pouvons mettre l'épaule à la roue et voir comment ce travail de développement pourrait s'intégrer dans la nouvelle économie verte.

• (1210)

**Le président:** Je crains que le temps soit écoulé, madame Ackermann.

Merci beaucoup.

C'est ce qui conclut la comparution de notre premier groupe de témoins.

Permettez-moi de vous remercier tous de vos observations, de votre expertise et de votre temps. Permettez-moi encore une fois de présenter mes excuses à M. Wood, à Mme Clapp et à Mme Ackermann pour les difficultés éprouvées dans le passé. Nous vous sommes reconnaissants d'avoir pris la peine de nous faire profiter de votre expertise aujourd'hui. Merci beaucoup.

Je rappelle aux membres du Comité qu'il nous faudra attendre quatre ou cinq minutes avant de pouvoir entendre le deuxième groupe de témoins.

Je vous remercie

• (1210)

(Pause)

• (1215)

**Le président:** La séance reprend.

Nous reprenons notre réunion et l'étude de la situation à la frontière entre la Russie et l'Ukraine et les répercussions sur la paix et la sécurité.

Je souhaite la bienvenue à nos témoins. Nous avons le plaisir d'accueillir M. Trevor Kennedy, qui témoigne en personne. M. Kennedy est vice-président du commerce et de la politique internationale au Conseil canadien des affaires. Nous recevons également M. Normand Mousseau, directeur scientifique à l'Institut de l'énergie Trottier et professeur à l'Université de Montréal, ainsi que M. Sylvain Charlebois, directeur du laboratoire d'analyse agroalimentaire et professeur à l'Université Dalhousie, qui témoignent virtuellement.

Vous disposerez chacun de cinq minutes pour faire une déclaration préliminaire. Lorsque vous me verrez brandir ce téléphone, cela signifie que vous devriez conclure en 15 à 20 secondes.

Nous commencerons par M. Kennedy.

Vous disposez de cinq minutes.

**M. Trevor Kennedy (vice-président, Commerce et politique internationale, Conseil canadien des affaires):** Je vous remercie, monsieur le président, de m'offrir l'occasion de m'adresser au Comité au sujet de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et de ses répercussions sur la paix et la sécurité mondiales.

Le Conseil canadien des affaires est constitué de 170 entrepreneurs et hauts dirigeants d'entreprises de premier plan au Canada. De nombreux membres dirigent des entreprises mondiales ayant des intérêts commerciaux et des investissements importants dans le monde entier.

À la suite de l'invasion brutale de l'Ukraine par la Russie, des entreprises ont rapidement rompu leurs liens avec la Russie et ont fermement soutenu l'Ukraine. Les entreprises canadiennes se sont également employées à atténuer les perturbations de la chaîne d'approvisionnement découlant de la guerre. Les producteurs canadiens de potasse comme Nutrien ont augmenté leur production pour aider nos partenaires à moins dépendre des fournisseurs russes et biélorusses. Cameco fournit du combustible nucléaire à la société d'électricité ukrainienne afin de garantir sa sécurité et son indépendance énergétiques dans les années à venir. Ce ne sont là que quelques exemples parmi tant d'autres.

Alors que la guerre fait rage, il est important que le Canada demeure déterminé à soutenir l'Ukraine et les entreprises ukrainiennes. Nous ne pouvons pas attendre la fin de la guerre pour commencer la reconstruction et renforcer nos liens économiques. Comme l'a déjà souligné l'ambassadrice de l'Ukraine au Canada, Yuliya Kovaliv, l'économie de l'Ukraine est le troisième front de la guerre.

Voilà pourquoi le Conseil canadien des affaires est fier d'appuyer la Chambre de commerce Canada-Ukraine à l'occasion de sa deuxième conférence commerciale sur la reconstruction de l'Ukraine, qui se déroulera cette semaine à Toronto. Notre président et chef de la direction, Goldy Hyder, ainsi que d'autres membres du milieu des affaires participeront à cette importante conférence qui arrive à point nommé, afin de souligner les besoins et les possibilités de reconstruire et de moderniser l'économie ukrainienne.

Nous appuyons également la récente modernisation de l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine. Cet accord ajoute de nouvelles dispositions et de nouveaux chapitres importants à notre accord commercial bilatéral, en ce qui concerne notamment le commerce et les services. Il créera également un environnement de prévisibilité et de stabilité pour nos échanges commerciaux bilatéraux et nos investissements. Nos amis et partenaires ukrainiens ont dit clairement à quel point cet accord est important pour montrer aux Canadiens que l'Ukraine est ouverte aux affaires et que les entreprises peuvent faire confiance au marché à long terme. Nous en convenons et encourageons les parlementaires à ratifier rapidement cet accord.

Nous avons également demandé à Exportation et développement Canada, ou EDC, de mettre en place une assurance contre les risques de guerre et des crédits à l'exportation de deux ans pour aider les entreprises canadiennes qui souhaitent faire du commerce et investir en l'Ukraine. Comme notre président-directeur général l'a écrit à EDC il y a deux semaines, les agences de crédit de l'Allemagne, de la France, du Japon, du Royaume-Uni, de la Suède, de la Pologne et des Pays-Bas offrent toutes une assurance contre les risques politiques ou de guerre aux entreprises de leurs pays respectifs qui investissent en Ukraine. Des programmes semblables ont été instaurés par les États-Unis. Le Canada a promis d'appuyer l'Ukraine, et nous convenons avec la présidente d'EDC, Mairead Lavery, qu'EDC peut jouer un rôle essentiel dans le soutien de la reconstruction à long terme de l'Ukraine.

Le conflit en Ukraine et la détérioration de la situation mondiale soulignent la nécessité pour le Canada d'intensifier ses efforts et de

jouer un rôle plus actif dans la paix et la sécurité. Nous voyons d'un œil favorable le soutien matériel du Canada à l'Ukraine. La guerre souligne également l'importance de l'alliance de l'OTAN dans la sauvegarde de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Le Canada doit, à tout le moins, respecter son engagement de 2 % en matière de dépenses de défense. Il était autrefois courant que des pays membres de l'alliance ratent cet objectif, mais dans la foulée de cette guerre, de nombreux membres de l'OTAN ont augmenté leurs dépenses ou ont présenté des plans pour atteindre ce pourcentage, et le Canada ne peut pas faire exception.

La guerre a marqué un tournant dans l'économie mondiale. La sécurité économique constitue désormais une priorité dans le monde entier. De nombreux pays moins nantis en ressources naturelles que le Canada cherchent à s'assurer un approvisionnement sûr en énergie, en aliments et en autres ressources naturelles. De nombreux partenaires aux vues semblables comptent sur le Canada pour être un fournisseur fiable et sécuritaire.

À l'été 2022, le chancelier allemand, Olaf Scholz, est venu au Canada et a clairement exprimé l'intérêt de son pays pour l'énergie canadienne, y compris le gaz naturel liquéfié, ainsi que l'hydrogène et les minéraux essentiels pour alimenter son économie aujourd'hui et à l'avenir. Cette visite a été suivie par celle du président sud-coréen, Yoon Suk Yeol, en septembre 2022 et celle du premier ministre japonais, Kishida Fumio, plus tôt cette année. Dans les deux cas, les dirigeants du Pacifique Nord ont clairement exprimé leur désir d'améliorer la sécurité économique et énergétique grâce à des partenariats et des liens économiques plus étroits avec le Canada.

Enfin, lorsque la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, est venue au Canada en mars dernier, l'Union européenne a souligné à quel point il est important que le Canada soit un partenaire alors qu'elle cherche un approvisionnement fiable en énergie et en matières premières. Les dirigeants se sont notamment engagés à former un groupe de travail Canada-Union européenne sur la transition énergétique et le gaz naturel liquéfié afin de trouver et de faire progresser des solutions à moyen terme. Alors que les dirigeants européens reviennent au Canada cette semaine pour le sommet Canada-Union européenne, nous espérons observer des progrès concrets afin de soutenir nos partenaires et nos alliés en Europe.

Nous croyons que le Canada a un rôle important à jouer pour que l'Ukraine remporte cette guerre et prospère dans les années à venir. Le Canada a également un rôle important à jouer en tant que force stabilisatrice dans le monde, et les chefs d'entreprise souhaitent si possible s'associer au gouvernement pour soutenir un monde plus pacifique et prospère.

Je vous remercie.

• (1220)

**Le président:** Nous vous remercions beaucoup, monsieur Kennedy.

Nous entendrons maintenant M. Mousseau.

Monsieur Mousseau, vous disposez de cinq minutes.

[Français]

**M. Normand Mousseau (directeur scientifique et professeur, Institut de l'énergie Trottier, Université de Montréal, à titre personnel):** Merci, monsieur le président.

Je remercie le Comité de son invitation.

Avant de commencer mon allocution d'ouverture, j'aimerais préciser que mon expertise est avant tout orientée vers le système énergétique canadien. Je ne suis un expert ni des relations internationales ni du système énergétique ukrainien ou européen. Cela dit, on le sait, les systèmes énergétiques sont évidemment interreliés. Dans ce contexte, je pense pouvoir contribuer à votre étude de manière pertinente. Je dois aussi souligner que votre invitation est arrivée tout récemment et que je n'ai pas eu le temps de préparer une allocution parfaitement organisée.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a eu de profondes répercussions sur le système énergétique mondial. Cela a d'abord créé de l'incertitude; ensuite, il y a eu la mise en place de divers embargos qui ont rééquilibré un peu la distribution des énergies fossiles. Cela dit, elles ont aussi mis en avant, pour de nombreux pays et de nombreuses régions, l'importance de réduire leur dépendance aux carburants fossiles produits par la Russie, mais également leur dépendance générale à l'énergie produite à l'étranger.

Même si, au bout du compte, cette crise n'a pas vraiment mené à une réduction considérable de la demande totale, il y a eu une réduction de la production russe en 2022-2023. Cela dit, il n'y a pas eu de réduction majeure au niveau mondial. On a plutôt assisté à une redistribution des ressources. Entre autres, les pays qui avaient imposé un embargo se sont tournés vers de nouveaux producteurs, laissant du pétrole pour des pays qui n'avaient pas imposé d'embargo et qui pouvaient donc, entre autres, avoir accès au pétrole russe à prix réduit. La quantité produite est donc restée à peu près la même à la suite de transferts de coûts et de dépendances, si on veut.

En Amérique du Nord, l'impact direct de la crise sur les prix de l'énergie, à l'exception du pétrole, de manière assez courte, a été limité. Par contre, cela a permis à l'Amérique du Nord, particulièrement aux États-Unis, de se positionner à l'échelle mondiale comme le premier exportateur de gaz naturel liquéfié. Cela a vraiment transformé les échanges internationaux, puisque les États-Unis n'étaient pas un acteur majeur dans ce domaine avant cela.

Le Canada, de son côté, n'a pas vraiment bénéficié de cette transition. En effet, au Canada, il y a peu de projets de ports méthaniers, et la plupart ne sont pas très avancés. Tout à l'heure, on a dit que le projet LNG Canada irait bientôt de l'avant, soit dans environ deux ans. On se retrouve donc dans une situation où l'on n'a pas pu profiter de cette transformation ou l'appuyer. Les détails demeurent à préciser.

L'Europe se transforme. La réduction de la dépendance aux énergies étrangères amène une accélération des mesures de transition énergétique. On se tourne davantage vers des pays plus fiables. Par exemple, les pays européens vont se tourner vers le Maroc pour accéder à l'énergie solaire ou à l'hydrogène vert. On essaie aussi de trouver d'autres sources de combustibles fossiles, comme le gaz naturel liquéfié dans le cas des États-Unis. Cependant, aujourd'hui, l'Union européenne reste le premier client de la Russie pour ce qui est du gaz naturel, par exemple.

Finalement, l'accès à des hydrocarbures fossiles, moins chers en Chine, en Inde et dans d'autres pays qui profitent du pétrole russe, pourrait avoir l'effet opposé de ce qu'on voit en Europe, où on constate qu'on pourrait ralentir la transition énergétique, parce que la pression sur les coûts est plus limitée.

L'impact de ces questions au Canada, c'est que les infrastructures d'importation de gaz naturel liquéfié vont arriver un peu en retard. Je pense qu'il est trop tard pour décider de multiplier les postes

d'exportation, parce que ces ports méthaniers posent certaines difficultés. On est un peu en retard par rapport aux autres pays.

Pour ce qui est de la production et de l'exportation d'hydrogène vert, le Canada a des ententes. C'est encore très préliminaire comme structuration. Le Canada pourrait-il se positionner là-dedans? Il le pourrait potentiellement, mais il n'est pas clair qu'il en tirerait des revenus intéressants. Dans un contexte où tout le monde veut devenir plus indépendant sur le plan de l'énergie renouvelable, on risque d'avoir une pression pour les mêmes chaînes d'approvisionnement dans ces infrastructures au niveau mondial. Le Canada produisant relativement peu d'infrastructures pour l'énergie renouvelable va se retrouver dans une situation difficile pour atteindre ses propres objectifs climatiques.

• (1225)

La pression de l'Europe, qui veut décarboner son énergie et à qui cela coûte cher, va accélérer le déploiement d'une taxe européenne à l'importation de biens non décarbonés. Cela pourrait aussi toucher le Canada, à moins d'une décarbonation rapide.

Je vous remercie.

[Traduction]

**Le président:** Merci beaucoup, monsieur Mousseau.

Je suis désolé. Nous venons de constater que le test de son pour M. Charlebois n'a pas fonctionné la première fois, alors nous allons réessayer. Je vous prie de bien vouloir patienter.

Nous suspendons la séance pour deux minutes, tout au plus.

• (1225)

(Pause)

• (1230)

**Le président:** Nous reprenons.

[Français]

Soyez le bienvenu, monsieur Charlebois.

[Traduction]

Vous avez cinq minutes pour votre déclaration préliminaire.

**M. Sylvain Charlebois (directeur, Agri-Food Analytics Lab et professeur, Dalhousie University):** Je vous remercie, monsieur le président, ainsi que les honorables membres du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international.

C'est un privilège pour moi de me présenter devant vous aujourd'hui, alors que nous délibérons sur les progrès significatifs que notre nation réalise dans le commerce mondial et la diplomatie, notamment par l'intermédiaire du projet de loi sur la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine. Cette législation emblématique renforce non seulement nos relations commerciales internationales, mais ouvre également de nouvelles avenues pour les industries agroalimentaires canadiennes, qui sont essentielles à notre économie et au bien-être de notre société.

Le secteur agroalimentaire canadien se trouve à un carrefour crucial, prêt pour une croissance transformatrice et une expansion internationale. La mise en œuvre de cet accord avec l'Ukraine, un pays doté d'un potentiel agricole considérable et de besoins commerciaux complémentaires, offre des occasions uniques pour les producteurs, les transformateurs et les exportateurs canadiens.

Dans ce contexte, je souhaite formuler trois recommandations clés qui sont essentielles pour maximiser les avantages de cet accord pour notre secteur agroalimentaire.

Premièrement, l'investissement dans la technologie agricole et l'innovation devrait être priorisé. Cet accord offre une voie pour que les entreprises agroalimentaires canadiennes accèdent à de nouveaux marchés et adoptent des technologies agricoles avancées. Mettre l'accent sur l'innovation améliorera non seulement la productivité et la durabilité des entreprises agroalimentaires canadiennes, mais positionnera également le Canada comme un leader mondial en technologie agricole. Nous devrions encourager les partenariats entre les entités canadiennes et ukrainiennes dans la recherche et le développement, en nous concentrant sur les pratiques agricoles durables, la résilience climatique et les technologies avancées de transformation des aliments.

Deuxièmement, il est impératif de renforcer l'infrastructure de la chaîne d'approvisionnement. L'expansion du commerce avec l'Ukraine nécessite des chaînes d'approvisionnement robustes et efficaces. L'investissement dans l'infrastructure de transport, les installations de stockage et les solutions numériques de chaîne d'approvisionnement est crucial. Cela garantira le mouvement fluide des marchandises, réduira les goulots d'étranglement logistiques et atténuera les risques associés au commerce international. Renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement préparera également notre secteur agroalimentaire à répondre efficacement aux défis de la sécurité alimentaire mondiale.

Troisièmement, je recommande le développement d'une stratégie globale d'accès au marché. Bien que l'accord ouvre des portes, les entreprises agroalimentaires canadiennes ont besoin de soutien pour naviguer sur le marché ukrainien. Cette stratégie devrait inclure des activités de promotion du commerce, des services de renseignement sur le marché et des conseils sur la conformité réglementaire en Ukraine. Établir un Conseil d'affaires agroalimentaires Canada-Ukraine pourrait être une étape stratégique dans cette direction, favorisant les relations commerciales bilatérales et fournissant aux entreprises canadiennes les informations et les réseaux nécessaires pour réussir sur le marché ukrainien.

En conclusion, le projet de loi sur la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine annonce une nouvelle ère dans nos relations commerciales, offrant des perspectives significatives pour le secteur agroalimentaire canadien. En nous concentrant sur l'innovation technologique, le renforcement de l'infrastructure de la chaîne d'approvisionnement et le développement d'une stratégie globale d'accès au marché, nous pouvons pleinement exploiter le potentiel de cet accord, renforçant notre économie et consolidant la position du Canada en tant que leader mondial dans l'agroalimentaire.

Monsieur le président, je vous remercie beaucoup de l'occasion de présenter ces recommandations et j'attends avec impatience une discussion fructueuse sur ces sujets.

**Le président:** Merci, monsieur Charlebois.

Nous passons maintenant aux questions des membres du Comité. Pour le premier tour, les membres auront quatre minutes.

Nous commençons avec M. Epp.

**M. Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC):** Merci, monsieur le président, et merci aux témoins de comparaître aujourd'hui.

Il y a huit milliards de personnes sur cette planète, dont quatre milliards doivent leur vie aux engrais synthétiques servant à la production des aliments qu'ils consomment. Je veux donc commencer par les engrais, avec M. Charlebois.

Si j'ai bien compris, le Canada a perçu 115 millions de dollars en droits de douane sur les importations russes et bélarusses au Canada. Qui fait les frais de cette mesure et qui en assume les coûts, en particulier dans le contexte où le Canada, en tant que nation commerçante, est le seul pays du G7 à imposer ces droits de douane?

• (1235)

**M. Sylvain Charlebois:** Merci beaucoup pour la question.

Je suppose que c'est une question rhétorique, car je pense que nous connaissons tous la réponse à cette question. De toute évidence, ce sont les agriculteurs canadiens qui ont payé pour cela.

Je pense que c'était injuste. Je pense que cet argent est toujours dû à nos agriculteurs. Pénaliser les agriculteurs est sans aucun doute une chose que nous ne devrions pas accepter dans ce pays. Malheureusement, ils n'ont aucun moyen de récupérer cet argent, à moins que le gouvernement ne les aide.

**M. Dave Epp:** Merci.

Le mois dernier, lors de votre témoignage au Comité permanent de l'agriculture, vous avez déclaré ce qui suit: « Malheureusement, lorsqu'il est question de sécurité alimentaire mondiale, le Canada est à peine considéré dans les discussions, et cela doit changer. »

Dans votre témoignage, vous avez déclaré — et je suis d'accord avec vous — que le Canada est un chef de file mondial des technologies agricoles. Nous exportons d'énormes quantités de potasse. Nous devrions exporter divers engrais azotés. Le phosphore est le seul macro-élément dont nous manquons quelque peu.

Pourquoi sommes-nous absents de la scène mondiale pour les questions de sécurité alimentaire? Je pourrais élargir la question à la sécurité énergétique, mais commençons par la sécurité alimentaire.

**M. Sylvain Charlebois:** Encore une fois, c'est une bonne question.

Je dirais que le Canada est un chef de file de l'innovation, mais nous innovons principalement pour nous-mêmes. Nous n'avons pas tendance à adopter une perspective mondiale et, évidemment, nous sommes minés par d'autres forces dans le monde. Nous sommes prisonniers de notre situation géographique. Nous sommes juste au nord des États-Unis; il y a donc beaucoup de bruit au sud. Voilà pourquoi nous devons adopter une approche proactive et réfléchie quant à la façon d'appuyer diverses nations du monde, à commencer par l'Ukraine.

Le Canada a l'occasion d'être un chef de file. Jusqu'à maintenant, pour être honnête, certaines mesures n'ont pas été claires. Dans ce cas précis, l'intention n'était pas claire, et je pense que beaucoup d'entreprises canadiennes peuvent jouer un rôle.

Concernant les engrais en particulier, je pense qu'il faut remettre en question notre stratégie d'exportation en général. J'ai des réserves au sujet du modèle Canpotex. Nous pourrions peut-être faire plus. Nous avons besoin d'une approche différente au lieu d'une production sous gestion de l'offre pour maintenir les prix à des niveaux plus élevés en 2023 jusqu'en 2024.

**M. Dave Epp:** J'ai pris note de votre troisième recommandation dans votre témoignage, qui portait sur l'augmentation des investissements en infrastructures au Canada, à la fois pour nos besoins intérieurs et, évidemment, pour nos besoins liés aux exportations mondiales.

Donnez-moi plus de détails. Nos infrastructures ferroviaires vers la côte Est sont limitées. Elles servent au transport de pétrole brut plutôt qu'au transport de potasse, que j'utilisais sur ma ferme. J'aurais aimé, au fil des ans, utiliser moins de produits bélarusses et plus de produits saskatchewanais.

Est-ce un exemple parmi d'autres?

**M. Sylvain Charlebois:** C'est un exemple parmi d'autres.

Je dirais qu'il y a plusieurs problèmes avec notre chaîne d'approvisionnement alimentaire. Le premier — et le plus important —, c'est qu'on ne la considère pas comme un service essentiel dans l'ensemble du pays. Il faut remédier à cela. Nous devons protéger l'intégrité de notre chaîne d'approvisionnement alimentaire.

Quant aux infrastructures, le Canada n'est pas un chef de file. Lorsqu'on voyage dans le monde, on constate que le Canada est souvent perçu comme un problème.

Commençons par les ports. Un récent rapport présente un classement de 348 ports dans le monde. Les trois principaux ports du Canada — Halifax, Montréal et Vancouver — se sont classés dans le tiers inférieur. Le port de Vancouver se classe au 347<sup>e</sup> rang sur 348. Ce simple fait nous oblige à reconnaître que des investissements supplémentaires s'imposent.

**M. Dave Epp:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur Epp.

Nous passons maintenant à M. Zuberi.

Vous avez quatre minutes.

[Français]

**M. Sameer Zuberi (Pierrefonds—Dollard, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Je remercie également tous les témoins d'être ici.

[Traduction]

J'aimerais commencer par M. Kennedy.

Vous avez fait des commentaires sur la sécurité mondiale, la sécurité de la défense et les investissements du Canada. Que pensez-vous de notre protection du Nord? Comment pourrions-nous l'améliorer? Qu'est-ce que cela représente pour la paix et la sécurité du Canada? Selon vous, quels sont les investissements importants à faire pour la défense du Nord?

• (1240)

**M. Trevor Kennedy:** Je vous remercie de la question.

Au lieu de nous concentrer sur les ressources dont nous avons besoin pour assurer notre sécurité et celle de nos alliés... Ce qui ressort clairement de nos rencontres avec nos homologues, dans nos voyages dans le monde, c'est à quel point le Canada est important. L'Arctique revêt certainement beaucoup d'intérêt pour nos partenaires, qu'il s'agisse des États-Unis, de nos partenaires européens ou du Pacifique Nord. C'est la cour arrière du Canada. Nous devrions avoir la capacité d'être un acteur important dans cette partie du monde en appuyant nos alliés.

Nous pensons qu'il est important, en ce moment, dans le contexte où bon nombre de pays pairs et alliés augmentent leurs dépenses en défense et prennent des engagements plus sérieux à long terme, que le Canada fasse de même pour soutenir les capacités de la marine et de la force aérienne.

**M. Sameer Zuberi:** Je suppose que vous êtes d'accord pour dire que cela renforcerait la stature du Canada sur la scène internationale tout en contribuant à la promotion de la paix, de la sécurité et de la diplomatie.

**M. Trevor Kennedy:** Absolument. En fait, nous avons vu tout récemment dans le monde entier... Parfois, de nouveaux groupes sont formés, et le Canada n'y participe pas nécessairement d'entrée de jeu. Ce n'est pas toujours lié aux questions de sécurité et de défense, mais voilà un aspect dans lequel le Canada peut jouer un rôle pour être plus utile à ses partenaires. Par conséquent, je pense que le Canada sera plus souvent invité à jouer un rôle de premier plan dans les nouvelles instances, à mesure qu'elles seront créées.

**M. Sameer Zuberi:** Merci.

[Français]

Monsieur Mousseau, à votre avis, qu'arrivera-t-il à la demande de gaz naturel et de pétrole dans l'avenir? En ce moment, la demande est élevée, mais les besoins énergétiques mondiaux pourraient-ils diminuer dans l'avenir?

**M. Normand Mousseau:** Je vous remercie de votre question.

Cela dépend. Les pays riches se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de façon à atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Dans ce contexte, il est impossible de maintenir la production de pétrole et de gaz telle qu'elle est aujourd'hui. On ne peut tout simplement pas atteindre les objectifs climatiques de cette façon.

On voit déjà des transformations à l'échelle mondiale qui montrent un ralentissement de la demande dans certains cas. On n'a pas encore atteint le maximum de production, mais différentes tendances semblent indiquer une diminution de la demande mondiale d'ici une dizaine d'années, peut-être.

**M. Sameer Zuberi:** Je vais vous laisser 30 secondes pour ajouter d'autres commentaires.

**M. Normand Mousseau:** Selon moi, le Canada arrive un peu tard sur le marché du gaz naturel renouvelable liquéfié.

Aujourd'hui, on court pour faire des investissements, relancer cela et construire les ports méthaniers qu'on n'a pas construits il y a quelques années, mais cela ne fonctionnera pas, compte tenu des objectifs de réduction des émissions qu'il faut atteindre d'ici 2050. On aura des ports méthaniers en place, mais ils pourront être exploités pendant 15 ou 20 ans seulement. Dans ces circonstances, on pourra difficilement récupérer les investissements.

[Traduction]

**Le président:** Merci, monsieur Zuberi.

Nous passons maintenant à M. Bergeron. Vous avez quatre minutes.

[Français]

**M. Stéphane Bergeron:** Merci beaucoup, monsieur le président.

D'abord, je remercie tous les témoins d'être des nôtres aujourd'hui. Mes questions s'adresseront à M. Mousseau.

Monsieur Mousseau, vos deux conclusions m'ont beaucoup intéressé. La première est celle sur laquelle vous venez de revenir en réponse à une question de mon collègue M. Zuberi; l'autre portait sur l'importance de se tailler une place dans un marché en plein développement.

D'abord, il faut reconnaître, effectivement, que l'industrie du pétrole et du gaz est déjà une industrie du passé. C'est probablement ce qui explique en partie pourquoi vous dites qu'il est trop tard. Cependant, il est important de rapidement prendre le virage pour se tailler une place dans le domaine des énergies de l'avenir.

Lorsque vous parlez de la production d'énergies portables décarbonées, à quoi faites-vous allusion précisément?

**M. Normand Mousseau:** On peut produire de l'électricité décarbonée, mais le problème, c'est qu'il est assez difficile d'exporter l'électricité comme telle. On doit l'exporter par des moyens de transmission liquides ou gazeux, comme l'hydrogène ou l'ammoniac, par exemple. Sinon, on peut s'en servir pour faire des produits, comme l'aluminium et d'autres produits énergivores. Les fabriquer ici est une façon d'exporter notre énergie décarbonée. C'est à cela que je faisais allusion.

• (1245)

**M. Stéphane Bergeron:** D'accord.

Les technologies actuelles permettent-elles de produire ces énergies portables décarbonées, ou s'agit-il justement de ce que vous nous incitez à examiner, soit la possibilité d'investir dans ces technologies de façon à nous tailler une place dans ce domaine pour l'avenir?

**M. Normand Mousseau:** Il reste encore beaucoup d'investissements à faire pour développer les technologies et construire des modèles d'affaires pour ces énergies. Présentement, on n'est pas très certain que ces modèles d'affaires vont fonctionner, parce qu'ils ont beaucoup de lacunes. Il est certain que les revenus pour le pays qui produirait ces carburants ne seraient pas aussi importants. Les marges de profit ne seraient pas comparables à celles que l'on retrouve dans le secteur du pétrole et du gaz, par exemple, où les coûts sont relativement faibles par rapport aux prix des marchés internationaux.

Il y a donc tout un travail à faire pour évaluer correctement les approches et construire les infrastructures, mais aussi pour évaluer les technologies nécessaires. Par exemple, aujourd'hui, il n'existe aucun équivalent d'un méthanier pour transporter de l'hydrogène sur l'océan. En ce qui concerne ces marchés, on constate déjà un besoin très important de développement intellectuel et de développement de modèles d'affaires. Ensuite, un travail pourrait être fait par le Canada.

**M. Stéphane Bergeron:** Ces technologies sont coûteuses à mettre en place, bien sûr, mais, à mesure que les pays seront plus nombreux à les acheter, leur coût pourrait être appelé à diminuer avec le temps.

**M. Normand Mousseau:** En fait, ce n'est pas très certain.

Dans le secteur des piles à combustible alimentées à l'hydrogène, par exemple, on a atteint un plateau depuis environ une dizaine d'années. On n'arrive pas à faire des transformations importantes. Il en va de même pour la production d'hydrogène par électrolyse, par exemple, où la situation est extrêmement difficile.

Par contre, on pourrait se tourner vers ce qu'on appelle l'hydrogène bleu. On pourrait prendre les combustibles fossiles pour les

transformer en hydrogène et stocker le CO<sub>2</sub> sur place. Il va se faire des investissements massifs à cet effet dans l'Ouest du pays.

C'est une autre direction potentiellement intéressante, mais il reste encore beaucoup de développement et d'investissements à faire. Or chaque mois que nous perdons à attendre permet à des compétiteurs de nous dépasser.

**M. Stéphane Bergeron:** Merci.

[Traduction]

**Le président:** Merci.

Nous passons maintenant à Mme McPherson.

Vous avez quatre minutes.

**Mme Heather McPherson:** Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie beaucoup tous les témoins de leurs témoignages d'aujourd'hui.

J'ai toutefois certaines interrogations. Je crois comprendre, d'après les témoignages que nous avons entendus, que si nous avons mis en place les infrastructures nécessaires, nous pourrions fournir l'énergie canadienne aux marchés qui en ont besoin, mais nous ne l'avons pas fait. D'après ce que j'ai compris, nous aurions dû investir là-dedans depuis 15 ou 20 ans et non seulement au cours des huit dernières années. Les gouvernements conservateur et libéral n'ont pas réussi à mettre en place les infrastructures dont nous aurions besoin pour fournir cette énergie canadienne.

À cela s'ajoute ce qu'on entend de nos partenaires à l'étranger. L'an dernier, à la même période, j'ai rencontré le chancelier allemand Scholz, qui a indiqué vouloir de l'énergie canadienne, mais à très court terme et non à long terme. Nous venons d'entendre le témoignage de Mme Ackermann, qui a indiqué que les Ukrainiens sont déterminés à reconstruire de manière durable et écologique.

Aidez-moi à comprendre que ce n'est pas une étude de licornes, où l'on se dit: « Ne serait-il pas merveilleux d'avoir fait les choses différemment? Puisque ce n'est pas le cas, examinons pourquoi nous aurions dû faire les choses autrement. ». J'ai de la difficulté à comprendre à quoi cela rime, car, franchement, la situation dans laquelle nous sommes en ce moment, c'est que la transition s'impose. Elle s'impose pour lutter contre les changements climatiques. Elle s'impose parce que les personnes, les industries et les pays avec lesquels nous travaillons nous le demandent. Il est malheureux de ne pas avoir un port qu'on mettra cinq ou dix ans à construire, mais il faut savoir que dans cinq ou dix ans, les besoins ne seront pas les mêmes. Je suppose que je n'en comprends pas la pertinence. Cela me laisse perplexe.

Évidemment, je pense qu'il serait formidable de pouvoir remplacer le gaz naturel russe immédiatement. Ce que je ne comprends pas, je suppose, c'est de quoi exactement il est question.

Monsieur Kennedy, je vous demanderais d'éclaircir ce point pour moi.

• (1250)

**M. Trevor Kennedy:** Merci beaucoup.

Je reviens d'un voyage au Japon et en Corée. Nous avons eu l'occasion de rencontrer bon nombre de nos partenaires de l'industrie et du gouvernement. Je serai très direct: il n'est pas trop tard et les attentes à l'égard du Canada sont très élevées.

Ce n'est pas seulement lié au GNL, même s'il fait évidemment partie du portrait. C'est un ensemble, et il y a trois choses pour lesquelles le monde se tourne vers le Canada, en particulier pour ce qui est de l'énergie: le GNL, les minéraux critiques et l'hydrogène. Les trois revêtent une importance capitale pour nos partenaires du Pacifique Nord ou d'Europe. Dans le cas du GNL, je pense qu'il est compris que nos exportations iraient principalement dans la région indo-pacifique, pour soutenir l'approvisionnement énergétique de nos partenaires européens, au lieu d'aller directement vers l'Europe...

**Mme Heather McPherson:** Je suis désolée de vous interrompre, mais pour combien de temps? Lorsque vous dites que nous ne manquons pas de temps, combien de temps faudra-t-il pour que les infrastructures soient disponibles? En outre, pendant combien de temps voudront-ils du gaz naturel?

L'Agence internationale de l'énergie a indiqué que l'utilisation de technologies à combustibles fossiles atteindra un sommet au cours de la présente décennie.

**M. Trevor Kennedy:** C'est une excellente question. Honnêtement, le point le plus important, en particulier dans les relations avec nos partenaires du Pacifique Nord, est la notion de diversification. Même si la demande devait diminuer au cours des 20 à 30 prochaines années, nos partenaires veulent un approvisionnement stable venant de leurs partenaires aux vues similaires comme le Canada. Nos caractéristiques géographiques et nos processus propres sont des avantages qui nous permettent de fournir nos ressources. Par conséquent, si la demande mondiale devait baisser, il y aurait toujours une demande pour le GNL canadien et pour d'autres ressources canadiennes. Donc, je pense qu'il est important de faire cette distinction.

Actuellement, nous n'exportons pas de GNL vers des pays comme le Japon. Le GNL canadien a une importance cruciale pour la sécurité nationale du Japon. Nous avons entendu...

**Mme Heather McPherson:** Je suis désolée de vous interrompre, mais j'ai très peu de temps.

Nous venons d'entendre qu'il nous serait très difficile de rembourser le coût de cette infrastructure, et vous parlez des 10 à 20 prochaines années. À votre avis, devrait-on investir dans cette infrastructure, compte tenu du peu de temps dont nous disposons pour récupérer ces pertes?

**M. Trevor Kennedy:** Absolument. Cela semble justifié lorsque nous discutons avec l'industrie. Chaque projet repose sur des bases économiques différentes, mais le projet GNL Canada, en particulier, présente un intérêt pour la sécurité nationale de pays tels que le Japon et la Corée.

**Le président:** Merci, monsieur Kennedy.

Nous allons maintenant passer au deuxième tour de questions. Nous allons commencer par M. Aboultaif.

Vous disposez de trois minutes.

**M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC):** Merci, monsieur le président.

L'Agence internationale de l'énergie prévoit un pic de la demande mondiale de charbon, de gaz naturel et de pétrole, et les États-Unis ont augmenté leurs exportations de GNL vers l'Europe en 2022 en misant sur le gaz naturel canadien pour compenser. Pourquoi les États-Unis augmentent-ils leurs exportations de GNL?

Ma question s'adresse à M. Mousseau.

[Français]

**M. Normand Mousseau:** C'est essentiellement parce que nous avons beaucoup de gaz de schiste et que nous sommes capables d'en produire des quantités importantes. L'Europe s'est retournée rapidement, et les États-Unis ont été en mesure de répondre à sa demande.

[Traduction]

**M. Ziad Aboultaif:** Pensez-vous que l'augmentation de l'exportation de gaz naturel du Canada pourrait réduire les émissions de gaz à effet de serre? Pourquoi?

[Français]

**M. Normand Mousseau:** En fait, du gaz naturel liquéfié voyage jusqu'au Japon. Des études de l'agence américaine de l'énergie montrent que les réductions de gaz à effet de serre sont négligeables par rapport au charbon.

Du point de vue environnemental, le gaz naturel liquéfié n'est vraiment pas très intéressant, particulièrement quand il provient de gaz de schiste.

[Traduction]

**M. Ziad Aboultaif:** Pourquoi les États-Unis compensent-ils l'exportation de leur GNL avec le gaz naturel canadien, alors?

[Français]

**M. Normand Mousseau:** C'est parce qu'on peut l'acheter bon marché.

En gros, pour ce qui est de l'énergie, le Canada n'a qu'un seul client, soit les États-Unis. Dans un tel contexte, c'est le client, et non le vendeur, qui décide des prix et des orientations.

[Traduction]

**M. Ziad Aboultaif:** J'aimerais entendre ce que M. Kennedy a à dire là-dessus.

**M. Trevor Kennedy:** Je me contenterai de répéter ce que j'ai dit plus tôt. Nous comprenons qu'il y a un intérêt majeur et une raison d'agir. Les investisseurs étrangers nous ont fait part de leur envie d'investir au Canada, mais ils souhaitent qu'il y ait suffisamment de certitude réglementaire et de prévisibilité pour ce faire. Ils veulent que nous leur montrions clairement que de tels investissements sont les bienvenus au pays.

J'aimerais également ajouter une chose que je n'ai pas soulevée à propos des trois domaines d'intérêt. L'énergie nucléaire suscite également de l'intérêt. Le Canada est une source de combustible nucléaire, mais aussi de technologie pour les petits réacteurs modulaires et l'électricité nucléaire plus conventionnelle.

• (1255)

**M. Ziad Aboultaif:** Monsieur Mousseau, vous avez dit que le Canada est le seul pays du G7 à avoir augmenté ses émissions de gaz à effet de serre depuis 2010. On en appelle donc indirectement à la réduction des exportations et de la production de produits énergétiques du Canada.

Si le Canada doit réduire sa production et ses exportations d'hydrocarbures pour atteindre les objectifs en matière d'émissions de gaz à effet de serre, pensez-vous que d'autres producteurs augmentent leurs leurs compte tenu de l'augmentation de la demande nationale ou internationale?

**Le président:** Je vous demanderais de répondre à la question en 20 secondes.

[Français]

**M. Normand Mousseau:** Si le reste du monde suit ses propres objectifs, la demande va chuter partout.

Dans ce contexte, les réductions canadiennes ne seront pas prises par des partenaires étrangers.

[Traduction]

**Le président:** Merci, monsieur Abouttaif.

Nous allons maintenant passer à M. Alghabra.

Vous disposez de trois minutes.

**L'hon. Omar Alghabra (Mississauga-Centre, Lib.):** Merci beaucoup, monsieur le président.

J'aimerais remercier nos témoins d'être des nôtres aujourd'hui.

Je crois qu'il existe manifestement un consensus, à tout le moins d'un point de vue intellectuel, sur le fait que nous sommes dans une période de transition et que nous devons réduire les émissions de gaz à effet de serre pour lutter contre le changement climatique. Cependant, avec la guerre en Ukraine, les défis liés à la chaîne d'approvisionnement et l'augmentation du coût de la vie, nous semblons faire face à un conflit d'intérêts. D'aucuns affirment que pour faire face à tous ces défis... Certains commencent à rejeter l'idée de transition et à préconiser plutôt des méthodes de production ou de transport traditionnelles.

J'aimerais entendre M. Mousseau ou M. Charlebois à ce sujet. Nous devons avoir une discussion de fond sur la façon de relever les défis auxquels nous faisons présentement face. Je pense notamment au changement climatique et à nos méthodes de production.

Allez-y, monsieur Mousseau.

[Français]

**M. Normand Mousseau:** Le problème, c'est que l'atteinte des objectifs climatiques ne se fera pas par magie.

Pour atteindre les objectifs climatiques, il faut décider qu'on veut réduire les émissions de gaz à effet de serre. Rien de l'extérieur n'entraînera la réduction des émissions. Celle-ci implique une volonté réelle; il faut avoir un plan qui mène quelque part.

Dans ce contexte, on est soumis aux aléas extérieurs qui font que c'est plus facile ou plus difficile, par exemple en matière de prix. Il s'agit d'une décision politique. Si on veut atteindre les objectifs, il faut accepter que ce sera parfois plus difficile. Il faut aussi faire montre de flexibilité et d'adaptation.

C'est dans ce contexte qu'on doit penser à la transition. On ne peut pas imaginer la transition comme quelque chose qu'on subit de l'extérieur, au même titre que la crise en Ukraine ou que les autres drames qui se produisent.

[Traduction]

**L'hon. Omar Alghabra:** Allez-y, monsieur Charlebois.

**M. Sylvain Charlebois:** C'est une excellente question.

J'aimerais compléter la réponse de M. Mousseau.

Je partage son avis. J'estime qu'il faut une certaine volonté politique. Il faut également changer la façon de publiciser les mesures. Le gouvernement a instauré un certain nombre de politiques pour

aider l'industrie à se décarboniser, et je crois qu'il faut en faire le plus possible à cet égard. Il s'agit d'une priorité pour l'agriculture et l'agroalimentaire. Le changement climatique constitue la principale menace pour l'agriculture. C'est indubitable. Cela dit, il faut instaurer des mécanismes qui produisent des résultats mesurables. Je pense tout particulièrement à la taxe sur le carbone actuelle. Nous avons besoin de paramètres mesurables afin que les Canadiens comprennent pourquoi nous prenons des mesures pour décarboniser l'économie.

**Le président:** Merci.

Nous allons maintenant passer à M. Bergeron pendant une minute et demie.

[Français]

**M. Stéphane Bergeron:** Merci, monsieur le président.

En octobre dernier, les dernières perspectives de l'Agence internationale de l'énergie prévoyaient que la demande mondiale de charbon, de pétrole et de gaz naturel atteindrait des sommets au cours de la décennie. Après leur publication, le directeur général de l'Agence, M. Fatih Birol, a déclaré que, compte tenu des tensions et de la volatilité qui règne actuellement sur les marchés énergétiques traditionnels, les affirmations voulant que le pétrole et le gaz soient des choix sûrs ou sécuritaires pour l'avenir énergétique et climatique de notre planète semblent plus hasardeuses que jamais.

Qu'en pensez-vous, monsieur Mousseau?

● (1300)

**M. Normand Mousseau:** Je ne suis pas un spécialiste des changements climatiques, mais il est certain qu'on ne pourra pas atteindre nos objectifs climatiques si la consommation de gaz, de pétrole et de charbon augmente.

**M. Stéphane Bergeron:** Merci, monsieur le président.

[Traduction]

**Le président:** Nous allons maintenant passer à Mme McPherson pendant la dernière minute et demie.

**Mme Heather McPherson:** Merci beaucoup.

J'aimerais à nouveau remercier les témoins d'être des nôtres.

Monsieur Kennedy, vous avez parlé de certitude réglementaire. Or, comme vous le savez, le Canada a quelques problèmes en la matière. Il y a les compétences provinciales. Nous avons adopté des textes tels que la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, à juste titre.

J'aimerais obtenir des éclaircissements sur un point concernant la certitude réglementaire. Le gouvernement de ma province a suspendu tout investissement dans les énergies renouvelables. Cela a mené à la perte d'investissements d'une valeur d'environ 33 millions de dollars et de milliers d'emplois.

Diriez-vous qu'une telle décision génère une incertitude réglementaire importante dans le domaine des technologies et de l'énergie vertes?

**M. Trevor Kennedy:** Je ne suis pas au fait de cette décision, mais je dirais que les entreprises apprécient grandement la prévisibilité et la stabilité. Je crois que le message est clair pour toutes les régions au pays. Si vous voulez des investissements, il est extrêmement important d'instaurer des règles prévisibles, claires et fiables. C'est particulièrement vrai pour nombre d'investisseurs étrangers.

**Mme Heather McPherson:** Merci.

**Le président:** Merci beaucoup, madame McPherson.

Permettez-moi maintenant de remercier nos trois témoins, MM. Kennedy, Charlebois et Mousseau. Nous vous sommes très reconnaissants de votre temps et de votre expertise.

Nous allons lever la séance, mais avant de le faire, je me demandais si les membres du Comité avaient eu le temps d'examiner les deux budgets qu'ils ont reçus. L'un d'entre eux était un budget revu pour l'étude en cours, puisque nous avons eu des problèmes tech-

niques avec quelques témoins. L'autre concerne une séance d'information que vous souhaitez organiser qui aura lieu dans une semaine et demie.

Ai-je le consentement unanime du Comité pour adopter ces budgets?

**Des députés:** Oui.

**Le président:** Excellent, merci.

La séance est levée.

---





Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>